

LUDWIG VON MISES
LE CHAOS DU PLANISME

Écrits de Ludwig von Mises.

Édition. Leonardo DE VIO.
Conception. Benoît MALBRANQUE.

Parus précédemment :
NATION, ÉTAT ET ÉCONOMIE.
LE SOCIALISME.
LE CALCUL ÉCONOMIQUE EN RÉGIME
SOCIALISTE.

À paraître en 2025 :
LE CHAOS DU PLANISME
LA BUREAUCRATIE.
LE GOUVERNEMENT OMNIPOTENT.
LE LIBÉRALISME.
L'ACTION HUMAINE.
L'INTERVENTIONNISME.
THÉORIE ET HISTOIRE.
LA MENTALITÉ ANTICAPITALISTE.
*LES FONDEMENTS ULTIMES DE LA
SCIENCE ÉCONOMIQUE.
MÉMOIRES (SOUVENIRS D'EUROPE).
POLITIQUE ÉCONOMIQUE. RÉFLEXIONS POUR
AUJOURD'HUI ET POUR DEMAIN.
*MONNAIE, MÉTHODE ET MARCHÉ.
PLANIFIER LA LIBERTÉ ET AUTRES ESSAIS.
*THÉORIE DE LA MONNAIE ET DES
MOYENS DE CIRCULATION.

Les titres précédés d'un astérisque signalent
les traductions inédites de l'Institut Coppel.

*Ces ouvrages ont été conçus et relus par une équipe de bénévoles.
Merci de nous signaler toute faute à l'adresse suivante : icoppet@gmail.com*

LUDWIG VON MISES

LE CHAOS DU PLANISME

(1956)

Traduit par J.-P. Hamilius, Jr.

*Préface par
Leonardo de Vio*

Institut Coppet
2025

PRÉFACE

Le chaos du planisme de Ludwig von Mises (1881-1973) est une courte mais pénétrante analyse d'une des idées les plus persistantes de la pensée moderne : celle selon laquelle le gouvernement pourrait, par son action, concevoir une société à la fois plus juste, plus égalitaire et plus efficiente. Écrit en 1947, au lendemain de deux guerres mondiales et de la montée des régimes totalitaires, ce texte prolonge le grand débat ouvert par Mises en 1920 sur le calcul économique en régime socialiste. L'auteur y soutient que la prétention à remplacer « l'anarchie de la production » propre aux économies capitalistes par une « organisation planifiée » conduit non pas à l'ordre, mais à ce qu'il appelle un *chaos planifié* — traduction littérale du titre anglais, *Planned Chaos*.

Dans la pensée de Mises, cette expression, à première vue paradoxale, devient pleinement intelligible. Dès son célèbre article de 1920, *Le calcul économique dans une économie socialiste*, il avait analysé le fonctionnement théorique d'une économie socialiste, c'est-à-dire où la propriété des moyens de production est publique. L'économie de marché, elle, fonctionne grâce à la propriété privée, qui permet d'une part d'évaluer les biens selon les préférences des consommateurs et, d'autre part, d'indiquer, via les prix, quelle production est économiquement efficiente. Privé de propriété privée, le système perd sa capacité de « calcul économique ». En résumé :

sans propriété privée, point de marché ; sans marché, point de prix ; sans prix, point de calcul économique.

Lorsque les individus agissent sur le marché, ils ne cessent de planifier et de calculer individuellement. L'individu se demande : où dois-je aller ? comment y parvenir ? par quels moyens ? Son action est toujours *volontaire*, dirigée vers la satisfaction de ses besoins, ici et maintenant. L'individu n'est ni omniscient, ni un « calculateur éclairé des plaisirs et des peines », mais un être faillible, qui fait de son mieux pour recueillir et utiliser ses connaissances limitées. Et pour cela, comme un marin a besoin d'une boussole pour naviguer, il lui faut des guides : ces guides sont les prix, les profits, les pertes, l'intérêt, les coûts. Ces signaux indiquent ce que désirent réellement les consommateurs (prix), quelles sont leurs préférences temporelles (taux d'intérêt), et si la production est efficiente (profit) ou non (perte). Mais tout cela n'est possible que si la propriété privée des moyens de production est respectée. En effet, si l'allocation des ressources rares que sont les moyens de production est faite par la « main visible » d'une organisation centrale, il n'y a pas réellement de marché, et les prix, fixés par l'autorité, ne reflètent pas les besoins concrets des consommateurs, empêchant ainsi de connaître, au travers du profit ou de la perte, l'efficacité économique d'une production.

Ainsi, pour Mises, le marché n'est pas une « anarchie de la production » ou un processus aléatoire : c'est un ordre spontané, où les actions indi-

viduelles se coordonnent au travers des prix et les institutions, et où le résultat global est intelligible et efficace, bien qu'aucun plan central ne le gouverne. Ce qui semble désordre à la surface — la multiplicité des décisions, la concurrence, les fluctuations — est en réalité, au niveau social, un ordre émergent, produit par l'interaction d'innombrables actions guidées par les prix. Ces derniers jouent, pour les acteurs économiques, le rôle de boussoles pour le marin : ils indiquent la direction, sans jamais dicter la route.

Karl Popper donnait cet exemple concret : lorsque vous souhaitez acquérir un bien immobilier, vous préféreriez payer le moins possible, mais vous êtes en réalité en train d'en augmenter, involontairement, le prix par votre propre demande. Tous les agents qui souhaitent ou souhaiteraient acheter ce bien attribuent une importance relative, permettant donc une allocation efficiente — le bien est alloué à celui qui l'évalue le plus relativement aux autres. C'est la forme la plus aboutie d'organisation spontanée qui, guidée par les prix, résulte de l'action volontaire et planifiée de milliers d'individus.

Comme Mises le note, le choix n'est pas tant entre plan et absence de plan, qu'entre un plan unique, celui du Bureau central, et des plans multiples, ceux des individus. Le marché n'est pas absence de planification : il est la coordination libre de toutes les planifications particulières. Et comme pour Mises la planification centralisée met à mal les institutions mêmes qui garantissent le fonctionnement d'une économie, il s'ensuit que la fixation

d'un plan central conduit irrémédiablement au chaos. Cette coordination spontanée est la clé de son message positif : le marché n'est pas seulement un instrument de production, c'est le mécanisme par lequel la liberté et la coopération volontaire donnent naissance à un ordre social stable et rationnel.

Le problème d'une telle planification ne s'arrête pas là, cependant. Pour Mises, il ne peut y avoir de séparation nette entre la sphère économique et la sphère politique, car, toujours, l'une s'entrelace dans l'autre : on ne peut avoir, par exemple, à la fois la liberté d'expression et un contrôle étatique de toutes les formes de communication. En dirigeant la production, le gouvernement doit également, en dernière analyse, diriger les individus : que peuvent-ils consommer, où doivent-ils travailler, que vont-ils gagner. En ce sens, aux yeux de Mises, le contrôle économique ne peut que conduire à la tyrannie.

Enfin, ce texte ne se limite pas à la critique du socialisme et présente, quoique implicitement, une théorie positive de l'ordre social : Mises nous rappelle que l'économie de marché, plus qu'un simple instrument de production, est le mécanisme par lequel la liberté individuelle et la coopération spontanée donnent naissance à une société ordonnée.

Leonardo de Vio
Institut Coppet

LE CHAOS DU PLANISME

REMARQUES D'INTRODUCTION

La marque caractéristique de notre ère de dictateurs, de guerres et de révolutions réside dans son préjugé anticapitaliste. La plupart des gouvernements et des partis politiques s'efforcent de restreindre le domaine de l'initiative privée et de la libre entreprise. C'est un dogme quasi incontesté que le capitalisme a vécu et que l'avènement d'une réglementation générale de toutes les activités économiques est à la fois inévitable et hautement désirable.

Néanmoins, le capitalisme est toujours très vigoureux dans les pays de la civilisation occidentale. La production capitaliste a même fait pendant les dernières années, des progrès très remarquables. Les méthodes de production ont été considérablement améliorées. On a fourni aux consommateurs des produits meilleurs et moins chers, et de nombreux articles qui, quelques années auparavant, étaient encore complètement inconnus. Beaucoup de pays ont agrandi l'étendue de leur fabrication et en ont amélioré la qualité. En dépit d'une politique anticapitaliste de tous les gouvernements et de presque tous les partis politiques, le mode de production capitaliste remplit toujours sa fonction sociale en fournissant aux consommateurs des biens

plus nombreux, meilleur marché et d'une qualité plus élevée.

Si le standard de vie va en s'améliorant dans les pays du régime de la propriété privée des moyens de production, cela n'est certainement pas le mérite des gouvernements, des hommes politiques et des fonctionnaires des syndicats et travailleurs. Si, de nos jours, la plupart des familles américaines sont propriétaires d'une automobile et d'un appareil de T.S.F.¹, le mérite en revient ni aux administrations d'État, ni à la bureaucratie, mais uniquement aux grandes entreprises : l'accroissement de la consommation par tête d'habitant en Amérique, comparé aux conditions d'il y a un quart de siècle, n'est nullement dû aux lois et aux ordonnances. C'est plutôt l'œuvre des entrepreneurs qui ont agrandi leurs usines ou qui en ont construit de nouvelles.

Ce point doit être relevé, car la plupart de nos contemporains ne sont que trop enclins à l'ignorer. Trop engagés dans la superstition de l'étatisme et enchaînés dans leur croyance à l'omnipotence de l'État, ils se préoccupent exclusivement des mesures gouvernementales. Ils attendent tout de l'action des pouvoirs publics et très peu de l'initiative de citoyens entreprenants. Et pourtant, il n'y a qu'un seul moyen pour augmenter le bien-être : accroître la quantité des produits de toutes sortes. C'est vers ce but que tend l'entreprise libre.

¹ T.S.F. signifie « Télégraphie Sans Fil ». Ce fut le terme employé avant que le mot « radio » ne s'impose. (Note de l'éditeur.)

N'est-il pas grotesque qu'on parle beaucoup plus des accomplissements de la *Tennessee Valley Authority* que des accomplissements incomparables et sans précédents, des entreprises américaines privées. C'est pendant grâce à celles-ci que les Nations Unies ont pu gagner la guerre.

Le dogme d'après lequel l'État ou le gouvernement est l'incarnation de tout ce qui est bon ou salubre est presque incontesté, dogme qui prétend que les individus sont des gens inférieurs qui ne pensent qu'à causer préjudice les uns aux autres et nécessitent par conséquent un surveillant. Il est défendu de douter de ce dogme. Est considéré comme étudiant impartial des sciences sociales, tout homme qui proclame l'État divin et ses grands prêtres, les bureaucrates, infallibles. Tous ceux qui soulèvent des objections sont traités d'hommes pleins de préjugés et d'esprit étroit. Les défenseurs de la nouvelle religion de l'étatisme sont plus fanatiques et plus intolérants que ne le furent les conquérants musulmans de l'Afrique et de l'Espagne.

L'histoire appellera une fois notre époque celles des dictateurs et des tyrans. Dans les années qui viennent de s'écouler, nous avons assisté à la chute de deux de ces prétentieux surhommes. Mais l'esprit qui conduisit ces misérables au pouvoir autocratique subsiste toujours. Il se trouve partout dans les livres et les périodiques, il parle par la bouche de professeurs et d'hommes politiques, il se manifeste dans les programmes des partis, dans le théâtre et le roman. Tant que cet esprit sera prédominant, il n'y aura aucun espoir de voir une paix

durable, la démocratie¹, la sauvegarde de la liberté et l'amélioration constante du bien-être économique des nations.

¹ Le terme démocratie, tel qu'il est employé dans ce livre, s'applique à un système de gouvernement dans lequel les gouvernés peuvent déterminer, directement par plébiscite ou indirectement par des élections, le mode d'après lequel le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif doivent être exercés et d'après lequel doit se faire la sélection des fonctionnaires supérieurs. La démocratie s'oppose diamétralement au principe du bolchevisme, du fascisme et du nazisme, principe d'après lequel un groupe d'hommes d'avant-garde qui se sont promus eux-mêmes, ont le droit et le devoir de saisir les rênes du gouvernement par la violence et d'imposer leur propre volonté à la majorité.

1.

L'INTERVENTIONNISME EST VOUÉ À L'ÉCHEC

Rien n'est plus impopulaire de nos jours que l'économie du marché libre, c'est-à-dire le capitalisme. Tout ce qui, dans les conditions actuelles, est considéré comme ne donnant pas satisfaction, est mis sur le compte du capitalisme. Les athées rendent le capitalisme responsable du fait que le christianisme a survécu. D'autre part, les encycliques pontificales reprochent au capitalisme les péchés de nos contemporains et l'extension qu'a prise l'irréligion ; les églises et les sectes protestantes ne sont pas moins vigoureuses en réprouvant le capitalisme comme étant matérialiste. Les amis de la paix voient dans nos guerres un résultat de l'impérialisme capitaliste. De leur côté, les chauvins allemands et italiens, fomenteurs de guerres condamneront le capitalisme pour son pacifisme « bourgeois », disant qu'il est contraire à la nature de l'homme et aux lois de l'histoire auxquelles, d'après eux, nul ne peut se soustraire. Des moralisateurs accusent le capitalisme de rompre les liens qui unissent la famille et d'encourager le libertinage, tandis que les « progressistes » blâment le capitalisme de maintenir les règles manifestement démodées de la restriction sexuelle. Presque tous les hommes conviennent que la pauvreté est un résultat du capitalisme.

D'autre part, beaucoup d'hommes déplorent le fait que le capitalisme, en se pliant avec prodigalité aux désirs des hommes, déterminés à s'assurer plus d'agréments et une vie plus aisée, provoque un matérialisme grossier. Ces accusations si contradictoires, formulées avec tant d'autres contre le capitalisme, s'annulent réciproquement. Cependant, un fait primordial subsiste : il y a peu de gens qui ne condamneraient pas entièrement le capitalisme.

Bien que le capitalisme soit le système économique de la civilisation moderne de l'occident, la politique de toutes les nations occidentales se laisse guider par des idées entièrement anticapitalistes. Le but vers lequel tendent ces interventionnistes n'est pas de conserver le capitalisme, mais de le remplacer par une économie mixte. On croit que cette économie mixte n'est ni capitaliste, ni socialiste. On la décrit comme étant un troisième système aussi éloigné du capitalisme que du socialisme. On allègue qu'il est à mi-chemin entre le socialisme et le capitalisme et qu'il retient les avantages des deux systèmes tout en évitant les désavantages inhérents à chacun des deux.

Il y a plus d'un siècle Sidney Webb, l'homme le plus marquant du mouvement socialiste britannique, déclara que la philosophie socialiste n'est que « l'affirmation consciente et explicite des principes d'organisation sociale qui, déjà en grande partie, ont été adoptés inconsciemment ». Et il ajouta que l'histoire économique du XIX^e siècle représentait un récit presque continu de progrès

vers le socialisme¹. Quelques années plus tard un éminent homme d'État britannique, Sir William Harcourt, déclara : « Nous sommes tous socialistes maintenant »². Lorsqu'en 1913, Emer Roberts, un Américain, publia un livre relatif à la politique économique suivie depuis 1870 par le gouvernement impérial allemand, il l'appela « socialisme monarchique »³.

Cependant ce n'était pas exact d'identifier l'interventionnisme avec le socialisme. Beaucoup de ceux qui défendent l'interventionnisme, le considèrent comme la méthode la plus appropriée à réaliser — étape par étape — le socialisme pur. Mais il y a aussi beaucoup d'interventionnistes qui ne sont pas simplement des socialistes et qui aspirent à l'établissement de l'économie mixte comme système permanent de l'ordre économique. Ils s'efforcent de restreindre, de réglementer et d'« améliorer » le capitalisme en faisant intervenir le gouvernement et les syndicats ouvriers.

Pour faire mieux comprendre le fonctionnement de l'interventionnisme et de l'économie mixte, il faut élucider deux points :

Premièrement : Si dans une société basée sur la propriété privée des moyens de production, quelques-uns de ceux-ci sont la propriété du gouverne-

¹ Sidney Webb in *Fabian Essays in Socialism*, publiés d'abord en 1889 (édition américaine, New York, 1891, p. 4).

² Cf. G.M. Trevelyan, *A short History of England* (Londres, 1942), p. 510.

³ Elmer Roberts, *Monarchial Socialism in Germany* (New York, 1913).

ment ou des municipalités et sont administrés par ce gouvernement ou ces municipalités, nous ne sommes pas encore en présence d'un système mixte qui combinerait socialisme et propriété privée. Tant que seulement certaines entreprises individuelles sont contrôlées par les pouvoirs publics, les caractéristiques de l'économie du marché déterminant l'activité économique restent inchangées. Comme acheteurs de matières premières, de produits semi-finis et de travail, et comme vendeurs de biens et de services, les entreprises publiques doivent s'adapter au mécanisme de l'économie de marché. Ces entreprises sont sujettes à la loi du marché ; elles doivent rechercher des profits ou du moins éviter des pertes. Si l'on essaye de mitiger ou d'éliminer cette dépendance en couvrant les pertes de telles entreprises par des subventions fournies par des fonds publics, on ne fera que diriger cette dépendance dans une autre direction. Ceci parce que les moyens pour les subventions doivent être prélevés quelque part. On peut les obtenir en levant des impôts. Mais le fardeau de tels impôts exerce ses effets sur la population et non sur le gouvernement qui recueille les impôts. C'est le marché et non pas le « ministère du revenu » qui décide sur qui doit retomber le fardeau de l'impôt et comment il va influencer la production et la consommation. Le marché et ses lois, auxquelles on ne peut se soustraire, commandent.

Deuxièmement : On peut réaliser le socialisme de deux façons. La première — on peut l'appeler façon marxiste ou russe — est purement bureaucra-

tique. Toutes les entreprises économiques sont des départements gouvernementaux comme l'administration de l'armée, de la marine de guerre ou des P.T.T.¹ Chaque usine, chaque entreprise, chaque magasin ou chaque ferme entretient avec l'organisation centrale supérieure les mêmes relations qu'un bureau des postes entretient avec le bureau du directeur général des postes. La nation entière ne constitue plus qu'une simple armée de travail avec service obligatoire ; le chef de l'État est le commandant de cette armée.

La deuxième façon — on peut l'appeler le système allemand ou le système de la *Zwangswirtschaft*² — diffère du premier par le fait qu'apparemment et nominalement il maintient la propriété privée des moyens de production, les entrepreneurs et les échanges du marché. De soi-disant entrepreneurs effectuent les achats et les ventes, payent les ouvriers, contractent les dettes, payent les intérêts et les amortissements. Le gouvernement prescrit à ces pseudo-entrepreneurs ce qui doit être produit et les moyens de production, il leur impose les prix d'achat et de vente, ainsi que les acheteurs et les vendeurs. Les échanges du marché ne sont plus qu'une apparence. Tous les prix, les salaires et les

¹ P.T.T. était une abréviation typique de la France administrative et technocratique du XX^e siècle, signifiant « Postes, Télégraphes et Téléphones ». (Note de l'éditeur)

² *Zwang* veut dire contrainte. *Wirtschaft* veut dire économie. L'équivalent français pour *Zwangswirtschaft* serait quelque chose comme : économie entièrement dirigée ou, littéralement économie de la contrainte. (Note du traducteur)

taux d'intérêt sont fixés par l'autorité. Ils n'ont plus que l'apparence de prix, de salaires et de taux d'intérêt ; en fait, ce sont uniquement les termes quantitatifs dans les prescriptions de l'autorité qui déterminent le revenu, la consommation et le standard de vie de chaque citoyen. C'est l'autorité et non le consommateur qui dirige la production. Le ministère central de la direction de la production est suprême ; tous les citoyens ne sont que des serviteurs civils. C'est un socialisme avec les apparences extérieures du capitalisme. On retient quelques étiquettes de l'économie du marché du système capitaliste, mais elles ont ici une signification essentiellement différente de celles qu'elles sont dans l'économie du marché.

Nous devons relever ce fait afin d'éviter qu'on confonde socialisme et interventionnisme. Le système de l'économie du marché paralysé ou interventionnisme, diffère du socialisme par le fait qu'il constitue encore une économie du marché. L'autorité essaye d'influencer le marché au moyen de son pouvoir de coercition, mais elle ne veut pas éliminer complètement le marché. Elle désire que la production et la consommation se développent suivant des lignes différentes de celles prescrites par le marché libre, et elle désire atteindre son but en influençant le marché par des ordres, des commandements et des prohibitions que la police et son appareil de coercition et de contrainte feront respecter. Mais ce ne sont que des interventions isolées ; leurs auteurs ne se lassent pas d'affirmer qu'ils n'ont pas l'intention de réunir ces mesures en un

système entièrement intégré qui réglerait tous les prix, salaires et taux d'intérêt et qui, de cette façon, placerait le contrôle entier de la production et de la consommation dans les mains des autorités.

Cependant, toutes les méthodes de l'interventionnisme sont vouées à l'échec, c'est-à-dire les mesures des interventionnistes doivent nécessairement aboutir à des conditions qui, *du point de vue de leurs défenseurs*, sont moins satisfaisantes que la situation antérieure qu'ils s'étaient proposé de changer. Cette politique est par conséquent contraire au but préconisé.

Le taux de salaire minimum, prescrits par décret gouvernemental ou par des mesures de pression et de contrainte de la part de syndicats de travailleurs, sont inutiles, s'ils fixent les taux de salaire au niveau du marché. Mais s'ils essayent d'élever les taux de salaire au-dessus du niveau que déterminerait le libre marché du travail, ils auront pour effet un chômage permanent d'une grande partie de la force potentielle de travail.

Des dépenses du secteur public ne peuvent pas créer des emplois additionnels. Si le gouvernement se procure les fonds nécessaires à cette politique en imposant davantage les contribuables ou en empruntant au public, il abolit d'un côté autant d'emplois qu'il en crée de l'autre côté. Si le gouvernement finance ses dépenses par des emprunts que lui ont consentis les banques commerciales, cela revient à créer de l'expansion du crédit et de l'inflation. Si, au cours d'une telle inflation, la

hausse des prix des biens économiques dépasse la hausse des taux de salaire nominal, le chômage diminuera. Mais c'est précisément la baisse des taux de salaire réel qui opère une diminution du chômage.

L'évolution capitaliste tend, de par sa nature, à élever continuellement les taux de salaire réel. Ceci résulte d'une accumulation progressive de capital, grâce à laquelle les méthodes technologiques de la production sont améliorées. Il n'y a pas d'autre moyen d'accroître les taux de salaire pour tous ceux qui désirent gagner des salaires sinon par un accroissement de la quote de capital investie par tête d'habitant. Aussitôt qu'on cesse d'accumuler des capitaux supplémentaires, le mouvement qui tend vers un nouvel accroissement des taux de salaire réel s'arrête. Si, au lieu d'accroître le capital disponible, on se borne à consommer le capital, les taux de salaire réel doivent tomber temporairement jusqu'au moment où les entraves qui s'opposent à un nouvel accroissement de capital ont été abolies. Voilà pourquoi les mesures gouvernementales qui retardent l'accumulation de capital ou qui amènent une consommation de capital — telle que l'imposition confiscatoire — sont dirigées contre les intérêts vitaux des travailleurs.

L'expansion de crédit peut amener une reprise temporaire des affaires. Mais une telle prospérité fictive doit aboutir à une dépression générale des affaires, une crise commerciale et financière.

Nul n'oserait affirmer de nos jours que l'histoire économique des décades passées ait contredit

les prédictions pessimistes des économistes. Notre époque doit faire face à de graves troubles économiques. Mais ceci ne constitue pas une crise du capitalisme. C'est une crise de l'interventionnisme, de cette politique qui se proposait d'améliorer le capitalisme et de le remplacer par un système meilleur.

Jamais économiste n'a osé affirmer que l'interventionnisme ne pût avoir d'autres effets que le désastre et le chaos. Les défenseurs de l'interventionnisme — parmi eux surtout « l'école historique prussienne » et les institutionnalistes américains — n'étaient pas des économistes. Au contraire, pour réaliser leurs plans, ils nient tout simplement l'existence de faits tels que les lois économiques. D'après eux, les gouvernements sont libres d'accomplir tout ce qu'ils se proposent de faire sans être entravés par une inexorable régularité dans la suite des phénomènes économiques. Tout comme le socialiste allemand, Ferdinand Lassalle, ils maintiennent leur affirmation selon laquelle l'État est Dieu.

Les interventionnistes n'abordent pas l'étude des problèmes économiques avec un désintéressement scientifique. La plupart parmi eux sont mus par un ressentiment envieux contre tous ceux dont le revenu est plus grand que le leur. Cette partialité les met dans l'impossibilité de voir les choses telles qu'elles sont réellement. Pour eux, la chose qui importe n'est pas d'améliorer la condition des masses, mais de causer préjudice aux entrepreneurs et aux capitalistes, même si cette politique devait porter préjudice à l'immense majorité du peuple.

Aux yeux des interventionnistes, la seule existence des profits est répréhensible. Ils parlent du profit sans s'occuper de son corollaire, la perte. Ils ne comprennent pas que le profit et la perte sont les instruments grâce auxquels les consommateurs exercent un contrôle sur toutes les activités des entrepreneurs. C'est grâce au profit et à la perte que les consommateurs dominent la direction des affaires. Il est absurde de vouloir opposer la production pour le profit à la production pour le besoin. Sur le marché libre, un homme ne peut réaliser des profits qu'en fournissant aux consommateurs, au prix le plus bas et à la qualité la meilleure, les biens qu'ils désirent. Le profit et la perte retirent les facteurs matériels de production des mains de l'incapable et les placent entre les mains du plus habile. C'est leur fonction sociale d'accorder le plus d'influence à l'homme qui réussit le mieux à produire les biens sur lesquels les consommateurs se ruent. Ce sont les consommateurs qui supportent les frais, lorsque les lois du pays empêchent les entrepreneurs les plus habiles d'étendre la sphère de leurs activités. Ce qui amena certaines entreprises à se transformer en « grande entreprise » était précisément le fait qu'elles avaient réussi à satisfaire le mieux la demande des masses.

Une politique anticapitaliste sabote le fonctionnement du système capitaliste de l'économie du marché. Si l'interventionnisme ne rapporte pas les succès escomptés, cela ne démontre nullement qu'il soit nécessaire d'adopter le socialisme. Cela prouve simplement la futilité de l'interventionnisme. Tous

les maux que les somptueux « progressistes » interprètent comme faillite évidente du capitalisme ne sont en réalité que le résultat de leur ingérence dans le mécanisme du marché, ingérence qu'ils prétendent être si profitable. Seuls les ignorants qui identifient à tort interventionnisme et capitalisme, croient que le socialisme représente le remède contre ces maux.

2.

LE CARACTÈRE DICTATORIAL, ANTIDÉMOCRATIQUE ET SOCIALISTE DE L'INTERVENTIONNISME

Beaucoup de défenseurs de l'interventionnisme sont surpris lorsqu'on leur dit qu'ils favorisent des tendances antidémocratiques et dictatoriales, ainsi que l'établissement du socialisme totalitaire en demandant l'introduction de l'interventionnisme. Ils protestent en disant qu'ils adhèrent sincèrement aux principes de la démocratie et qu'ils s'opposent à la tyrannie et au socialisme. Ils ne visent, prétendent-ils, qu'à améliorer le sort des pauvres. Ils sont uniquement mus par des considérations de justice sociale et favorisent une distribution plus équitable des revenus, parce qu'ils veulent sauver le capitalisme et son corollaire politique ou sa superstructure, à savoir le gouvernement démocratique.

Ces hommes ne voient pas que les différentes mesures qu'ils suggèrent ne sont pas susceptibles d'apporter les résultats favorables qu'ils en attendent. Elles créent, au contraire, un état d'affaires qui, du point de vue de leurs protagonistes, est pire que la situation préexistante qu'elles devaient changer. Si, en face de l'échec de sa première intervention, le gouvernement n'est pas prêt à abolir son ingérence dans le marché et à retourner à une économie libre, il doit ajouter à sa première mesure des réglementations et des restrictions de plus en

plus nombreuses. En s'engageant pas à pas dans cette voie, il atteint finalement un point où toute liberté économique pour les individus a disparu. Puis le socialisme selon le modèle allemand, la « Zwangswirtschaft » des nazis, surgit.

Nous avons mentionné plus haut le cas des taux de salaire minimum. Pour illustrer davantage cette matière, nous allons analyser un cas typique du contrôle des prix.

Si le gouvernement veut permettre à des parents pauvres de donner plus de lait à leurs enfants, il doit acheter le lait au prix du marché et le vendre avec perte à un prix plus bas ; la perte pourra être couverte par des fonds obtenus des contribuables. Mais si le gouvernement établit simplement par un décret le prix du lait à un niveau plus bas que celui du marché, les résultats obtenus seront contraires aux buts du gouvernement. Les producteurs marginaux, afin d'éviter des pertes, quitteront le secteur de la production et de la vente de lait. Résultat : il y aura moins et non pas plus de lait disponible pour les consommateurs. Ce résultat ne correspond pas aux intentions du gouvernement. Le gouvernement était intervenu parce qu'il considérait le lait comme étant une nécessité vitale. Il n'avait pas l'intention de restreindre la production de lait.

Alors le gouvernement aura à choisir entre l'alternative : ou bien se garder de faire le moindre effort en vue d'un contrôle des prix ou bien ajouter à sa première mesure une seconde, c'est-à-dire fixer les prix des facteurs de production nécessaires à la production de lait. Puis la même histoire se répé-

tera, mais sur un plan plus étendu ; le gouvernement devra fixer les prix des facteurs de production nécessaires à la production de ces facteurs dont il aura besoin pour obtenir le lait. C'est ainsi que le gouvernement devra aller de plus en plus loin et fixer les prix de tous les facteurs de production — tant humains (le travail) que matériels — et forcer chaque entrepreneur et chaque travailleur de continuer son travail à ces prix et à ces salaires. Aucune branche de production ne pourra être négligée par cette politique de fixation des prix et des salaires qui embrasse tout et par cet ordre général de continuer la production. Si quelques secteurs de production étaient encore libres, on assisterait à un « glissement » de capital et de travail vers ces secteurs et à un déclin correspondant de l'offre des marchandises dont le gouvernement avait fixé les prix. Cependant, ce sont précisément ces marchandises que le gouvernement considère comme particulièrement importantes pour la satisfaction des besoins des masses.

Mais une fois que ce contrôle de toute l'économie aura été achevé, l'économie du marché aura fait place à un système d'économie planifiée, le socialisme. Bien entendu, il ne s'agit pas du socialisme se caractérisant par le fait que l'État dirige chaque usine, comme tel est le cas en Russie, mais le socialisme sur le modèle allemand ou nazi.

Beaucoup d'hommes furent fascinés par le prétendu succès du contrôle des prix allemands. Et de dire : On n'a qu'à être aussi brutal et aussi cruel que les nazis et on réussira à contrôler les prix. Ce

que ces personnes, si déterminées à combattre le nazisme en adoptant ces méthodes, ne virent pas, c'est que les nazis n'avaient pas introduit le contrôle des prix dans une économie de marché, mais qu'ils avaient établi un système entièrement socialiste, une communauté totalitaire.

Le contrôle des prix est contraire au but préconisé s'il se limite seulement à quelques produits. Il ne peut fonctionner et donner satisfaction dans une économie du marché. Si le gouvernement ne tire pas les conclusions qui résultent de cet échec, en abandonnant toutes les tentatives de contrôle des prix, il doit aller de plus en plus loin jusqu'à ce qu'il ait substitué une économie socialiste entièrement planifiée à l'économie du marché.

La production peut ou bien être dirigée par les prix qui s'établissent sur le marché, du fait de l'achat et de l'abstention d'acheter de la part du public. Ou bien elle peut être dirigée par le ministère central de la direction de la production. Il n'y a pas de troisième solution. On ne peut pas créer un troisième système social qui ne soit ni économie de marché, ni socialisme. Si le gouvernement ne fait contrôler qu'une partie des prix, il créera une situation qui — sans exception — sera considérée par tout le monde comme absurde et contraire au but préconisé. Il n'en résultera inévitablement que chaos et dérangement social.

C'est à cela que pensent les économistes en se référant aux lois économiques et en affirmant que l'interventionnisme est contraire aux lois économiques.

Dans l'économie de marché, les consommateurs sont la dernière instance. Le fait qu'ils achètent ou n'achètent pas, détermine en dernier lieu la quantité et la qualité de ce que les entrepreneurs produisent. Ils déterminent directement les prix des biens de consommation et indirectement les prix de tous les biens de production, c'est-à-dire le travail et les facteurs matériels de production. Ils déterminent la formation des profits et des pertes ainsi que la formation du taux d'intérêt. Ils déterminent le revenu de chaque individu. Le foyer de l'économie du marché libre, c'est le marché, c'est-à-dire le procédé de la formation des prix des marchandises, des taux de salaire, des taux d'intérêt et de leurs dérivés : les profits et les pertes. Il rend tous les hommes dans leur qualité de producteurs responsables à l'égard des consommateurs. Cette dépendance est directe pour les entrepreneurs, les capitalistes, les paysans et les professions libérales ; elle est indirecte pour les hommes qui travaillent pour des salaires et des traitements. Le marché ajuste les efforts de tous ceux qui travaillent pour satisfaire les besoins des consommateurs aux désirs de ceux pour lesquels ils produisent, les consommateurs. Il fait dépendre la production de la consommation.

Le marché est une démocratie dans laquelle chaque sou donne à son propriétaire un droit de vote. Certes les différents individus n'ont pas la même puissance de vote. Le riche a plus de voix que le pauvre. Mais être riche et jouir d'un plus grand revenu c'est dans l'économie du marché libre delà le résultat d'une élection précédente. Le seul

moyen pour acquérir la richesse et pour la garder dans une économie du marché non altérée par des privilèges et des restrictions créés par le gouvernement c'est de servir les consommateurs de la façon la meilleure et la moins chère. Les capitalistes et les propriétaires terriens qui ne réussissent pas dans cette voie, subissent des pertes. S'ils ne changent pas leur façon de faire, ils perdent leur richesse et deviennent pauvres. Ce sont les consommateurs qui font de gens pauvres des hommes riches et de gens riches des hommes pauvres. Ce sont les consommateurs qui fixent le revenu d'une star de cinéma ou d'un chanteur d'opéra à un niveau plus élevé que celui d'un soudeur ou d'un comptable.

Chaque individu est libre de ne pas être d'accord avec le résultat d'une campagne électorale ou du cours du marché. Mais dans une démocratie il n'a, pour changer les choses, que la persuasion à sa disposition. Si un homme venait à dire : « Je n'aime pas le maire élu par la majorité et, par conséquent, je demande au gouvernement de lui substituer l'homme que je préfère », on ne l'appellerait pas démocrate. Mais si les mêmes prétentions sont formulées à l'égard du marché, la plupart des hommes sont trop sots pour découvrir les aspirations dictatoriales qu'elles impliquent.

Les consommateurs ont fait leur choix et fixé le revenu du fabricant de chaussures, de l'artiste de cinéma et du soudeur. Qui est ce professeur X qui s'arroge le privilège de renverser leur décision ? S'il n'était pas un dictateur en puissance, il ne demanderait pas au gouvernement d'intervenir. Il essaie-

rait de persuader ses concitoyens d'accroître leur demande pour les produits des soudeurs et de réduire leur demande de souliers et de films.

Les consommateurs ne sont pas prêts à payer pour le coton des prix qui rendraient même profitables les fermes marginales, c'est-à-dire, celles qui produisent sous les conditions les moins favorables. C'est en effet très fâcheux pour les producteurs en question : ils doivent cesser la culture du coton et essayer de s'intégrer de quelque autre façon dans l'ensemble de la production.

Mais que penser de l'homme d'État qui intervient par la contrainte pour élever le prix du coton au-dessus du niveau qu'il atteindrait sur le marché libre ? Les interventionnistes aspirent à substituer la pression de la police au choix des consommateurs. Toutes les phrases : l'État devrait faire ceci ou cela, signifient en dernier lieu : la police devrait forcer les consommateurs à se comporter autrement qu'ils se comporteraient spontanément. Dans ces propositions : élevons les taux de salaire ! réduisons les profits ! rognons les traitements des directeurs ! on se réfère en dernier lieu à la police. Néanmoins, les auteurs de ces projets protestent qu'ils ne veulent que sauver la démocratie industrielle et la liberté.

Dans la plupart des pays non-socialistes on accorde aux syndicats de travailleurs des droits spéciaux. Ces syndicats ont la permission d'empêcher des non-membres de travailler. Ils peuvent lancer un appel à la grève et, s'ils sont en grève, ils sont virtuellement libres d'employer la violence contre tous ceux qui sont prêts à continuer le travail, c'est-

à-dire les briseurs de grève. Ce système confère un privilège illimité à ceux qui sont occupés dans les branches vitales de l'industrie. Les travailleurs dont la grève coupe l'approvisionnement en eau, nourriture et autres biens de première nécessité, sont dans une position qui leur permet d'obtenir tout ce qu'ils désirent et cela aux dépens du reste de la population. En fait, les syndicats des dits travailleurs n'ont que modérément tiré avantage de cette situation aux États-Unis. D'autres syndicats et certains syndicats européens ont été moins prudents. Ils s'acharnent à obtenir par la force des augmentations de salaires sans s'embarrasser du désastre qui en devra inévitablement résulter.

Les interventionnistes ne sont pas assez intelligents pour comprendre que pression et contrainte de la part des syndicats de travailleurs sont absolument incompatibles avec tout système d'organisation sociale. Ce problème des syndicats de travailleurs n'a pas le moindre rapport avec le droit des citoyens de se réunir en assemblées et associations qu'aucun pays démocratique ne refuse à ses citoyens. Personne, d'autre part, ne disputera à un homme son droit d'arrêter le travail et de se mettre en grève. La seule question qui s'impose est la suivante : devra-t-on accorder ou non aux syndicats le privilège de recourir impunément à la violence ? Ce privilège est tout aussi incompatible avec le socialisme qu'avec le capitalisme. Aucune coopération sociale sous le système de la division du travail n'est possible tant que quelques personnes ou groupements de personnes ont le droit d'empêcher

par la violence ou par des menaces de violence d'autres personnes de travailler. Une grève dans des branches vitales ou une grève générale lorsqu'elles ont été mises en oeuvre par la violence, équivalent à une destruction révolutionnaire de la société.

Un gouvernement abdique par le fait qu'il tolère qu'un autre organisme recoure à la violence. Lorsque le gouvernement abandonne son monopole de coercition et de contrainte, des conditions anarchiques en résultent. S'il était vrai qu'un système de gouvernement démocratique n'est pas apte à protéger sans condition le droit au travail de chaque individu — et cela en dépit des ordres d'un syndicat de travailleurs — la démocratie serait vouée à la mort. Alors, la dictature serait le seul moyen de maintenir la division du travail et d'éviter l'anarchie. Ce qui engendrerait la dictature en Russie et en Allemagne, c'était précisément le fait que la mentalité de ces nations ne permettait pas de supprimer, dans des conditions démocratiques, la violence des syndicats de travailleurs. Les dictateurs abolirent les grèves et brisèrent de cette façon l'échine du syndicalisme. Dans l'empire des soviets, la question des grèves ne se pose pas.

Il est illusoire de croire que l'arbitrage des litiges de travailleurs pourrait faire entrer les syndicats dans le cadre de l'économie du marché libre et les faire fonctionner en compatibilité avec le maintien de la paix à l'intérieur du pays. Des controverses peuvent être tranchées par voie judiciaire s'il existe un ensemble de règles suivant lesquelles les cas in-

dividuels peuvent être jugés. Mais lorsqu'un tel code est valide et que ses ordonnances s'appliquent à la détermination de la hauteur des taux de salaire, ce n'est plus le marché qui les fixe, mais le code et ceux qui légifèrent conformément à ce code. C'est alors le gouvernement et non plus les achats et les ventes des consommateurs qui est maître de la situation. Sans l'existence d'un tel code, un statut, d'après lequel une controverse entre employeurs et travailleurs pourrait être tranchée, fait défaut. Ce serait vain de parler dans l'absence d'un tel code de « justes » salaires. La notion de « juste », si elle ne se réfère pas à un statut bien établi, n'a pas de sens. En pratique, si les employeurs ne cèdent pas aux menaces des syndicats, l'arbitrage équivaut à une détermination des taux de salaire par l'arbitre nommé par le gouvernement. Une décision autoritaire et définitive est substituée aux prix du marché. L'alternative finale est toujours la même : l'État ou le marché. Il n'y a pas une troisième solution.

Souvent les métaphores sont très utiles pour élucider des problèmes compliqués et faire comprendre ceux-ci à des esprits moins intelligents. Mais elles conduisent à des erreurs et s'approchent du non-sens, lorsque les hommes oublient que toute comparaison est imparfaite. Il est absurde de vouloir prendre des métaphores à la lettre et de déduire de leur interprétation des aspects de l'objet qu'on avait désiré faire mieux comprendre par leur emploi. Il n'y avait aucun danger dans le fait que les économistes avaient décrit le fonctionnement du marché comme *automatique* et avaient l'habitude

de parler de *forces anonymes* fonctionnant sur le marché. Ils n'avaient pas pu prévoir que des hommes seraient aussi stupides que d'interpréter ces métaphores littéralement.

Il n'y a pas de forces « automatiques » et « anonymes » qui animent le « mécanisme » du marché. Les seuls facteurs qui dirigent le marché et déterminent les prix sont des actes réfléchis. Il n'y a pas d'automatisme ; il y a des hommes qui tendent sciemment vers des fins choisies et qui recourent délibérément à des moyens bien définis pour atteindre ces fins. Il n'y a pas de forces mystérieuses et mécaniques ; il n'y a que la volonté de chaque individu de satisfaire sa demande pour des biens divers. Il n'y a pas d'anonymat ; il y a vous et moi, Pierre et Jean et tous les autres. Et chacun de nous travaille tant pour la production que pour la consommation. Chacun apporte sa part à la fixation des prix.

Le dilemme ne réside pas entre des forces automatiques et des actions projetées. Il existe entre le procédé automatique du marché dans lequel chaque individu a sa part et la suprématie absolue d'une autorité dictatoriale. Tout ce que les hommes font dans l'économie de marché, c'est d'exécuter leurs propres projets. Dans ce sens, toute action humaine veut dire : faire des plans. Ceux qui se nomment planistes ne réclament nullement la substitution de l'action planifiée au « laisser-aller ». Ils veulent substituer leurs propres plans à ceux de leurs concitoyens. Le planiste est un dictateur en puissance qui désire priver tous les autres hommes

de leur pouvoir de faire des plans et d'agir selon leurs propres plans. Il ne vise qu'à une chose : la prééminence exclusive et absolue de son propre plan.

Il est tout aussi erroné de déclarer qu'un gouvernement qui n'est pas socialiste n'a pas de plans. Tout ce qu'un gouvernement fait est d'exécuter un plan, c'est-à-dire un projet. On peut ne pas être d'accord avec un tel plan. Mais on ne devra pas dire que ce n'est nullement un plan. Le professeur Wesley C. Mitchell a affirmé que le gouvernement libéral de Grande-Bretagne « avait projeté de ne pas avoir de plan »¹. Néanmoins, le gouvernement britannique avait un plan bien défini. Son plan, c'était la propriété privée des moyens de production, la libre initiative et l'économie de marché. En fait, la Grande-Bretagne était très prospère sous ce plan qui, selon le professeur Mitchell, n'est « pas un plan ».

Les planistes prétendent que leurs plans sont scientifiques et que, parmi les hommes bien intentionnés et raisonnables il ne peut y avoir désaccord avec ces plans. Cependant, une théorie scientifique du « ce qui devrait être » n'existe pas. La science est compétente pour établir ce qui *est*. Elle ne peut jamais dicter ce qui devrait être et fixer les fins auxquelles les hommes devraient aspirer. C'est un fait que les hommes ne sont pas du même avis quant à

¹ Cf. Wesley C. Mitchell : *The Social Sciences and National Planning* (in : *Planned Society*, ed. by Findlay Mackenzie, New York, 1937, p. 112).

leurs jugements de valeur. N'est-ce pas une insolence que de s'arroger le droit d'emprise sur les plans des autres hommes et de les forcer à se soumettre au plan du planiste ? Le plan de qui devrait être exécuté ? Le plan de la Confédération générale du Travail ou celui de n'importe quel autre groupe ? Le plan de Trotsky ou celui de Staline ? le plan de Hitler ou celui de Strasser ?

Lorsque les hommes furent dominés par l'idée que dans le domaine de la religion un seul plan seulement devrait être adopté, il en résulterait des guerres sanglantes. Ces guerres cessèrent du moment que le principe de la liberté de religion fut admis. L'économie de marché protège une coopération économique pacifique, parce qu'elle n'emploie pas la force à l'égard des plans économiques des citoyens. Si un plan souverain primant tous les autres doit être substitué aux plans de chaque citoyen, des combats sans fin doivent faire leur apparition. Ceux qui n'approuvent pas le plan du dictateur ne disposent que d'un moyen pour réussir : vaincre le despote par la force des armes.

C'est une illusion que de croire qu'un système de socialisme planifié pourrait être mis en oeuvre suivant les méthodes de gouvernement démocratiques. La démocratie est liée inextricablement au capitalisme. Elle ne peut exister là où règne un régime planifié. Nous nous référons aux paroles du plus éminent protagoniste contemporain du socialisme, le professeur Harold Laski. Il a déclaré que le parti travailliste britannique en arrivant au pouvoir par la voie normale du parlement, devrait

transformer radicalement le gouvernement parlementaire. Une administration socialiste a besoin de « garanties » afin que son travail de transformation ne soit pas « interrompu » par une révocation à la suite d'une défaite aux élections. Voilà pourquoi la suspension de la constitution s'avère « inévitable »¹. Quelle aurait été la joie de Charles I^{er} et de Georges II s'ils avaient connu les livres du professeur Laski !

Sidney et Beatrice Webb (Lord et Lady Passfield) nous disent que « dans toute action corporative une unité de pensée loyale est si importante que dans le cas où n'importe quoi doit être accompli, toute discussion publique doit être suspendue entre la promulgation de la décision et l'accomplissement de la tâche ». Pendant que le « travail progresse », toute manifestation de doute et même de crainte que le plan ne soit couronné de succès est « un acte de déloyauté, voire même de trahison »². Comme la production ne cesse jamais, comme il y a toujours quelque travail en voie d'exécution et comme il y a toujours quelque chose à accomplir, il s'ensuit qu'un gouvernement socialiste ne doit jamais accorder la moindre liberté de parole et de presse. « Une unité loyale de pensée », quelle circonlocution résonnante pour l'idéal de Philippe II et de l'Inquisition ! À cet égard, un autre éminent admirateur des soviets, M. T.G. Crowther, parle sans s'imposer la moindre réserve. Il déclare clai-

¹ Cf. Laski, *Democracy in Crisis* (Chapel Hill, 1933), pp. 87-88.

² Cf. Sidney et Beatrice Webb, *Soviet Communism : A New Civilisation ?* (New York, 1936), Vol. II, pp. 1038-1039.

rement que l'Inquisition « profite à la science lorsqu'elle protège une classe ascendante »¹, c'est-à-dire lorsque les amis de Mr. Crowther y recourent. Des centaines de citation similaires pourraient être données.

Pendant l'époque victorienne, lorsque John Stuart Mill écrivit son essai *On Liberty*, les vues telles que celles qui sont défendues par le professeur Laski, Mr. et Mrs Webb et par Mr. Crowther furent qualifiées de réactionnaires. Aujourd'hui on les appelle « progressistes » et « libérales »².

D'autre part, les hommes qui s'opposent à la suspension du gouvernement parlementaire, à la liberté de parole et de presse et à l'établissement de l'Inquisition sont méprisés en tant que « réactionnaires », « royalistes économiques » et « fascistes ».

¹ Cf. T.G. Crowther, *Social Relations of Science* (Londres, 1941), p. 333.

² Note du traducteur : Depuis près de 30 ans, le sens de l'épithète *liberal* varie suivant qu'elle est employée en Europe ou aux États-Unis.

En Europe, comme par le passé, on dit d'un homme qu'il est *libéral*, s'il croit à « une société d'hommes libres, mais volontairement respectueux des impératifs moraux », une société d'hommes libres tant dans le domaine politique qu'économique.

Aux États-Unis, au contraire, *libéral* ne s'applique plus qu'aux faux libéraux, c'est-à-dire à tous ceux qui croient que la civilisation occidentale évolue nécessairement vers le collectivisme. Être *libéral* équivaut aux États-Unis à être communiste, socialiste, dirigiste ou interventionniste. C'est dans ce sens que le terme *libéral* est employé ici.

De nos jours, en Amérique, les vrais libéraux sont souvent qualifiés de « Libertarians ».

Ceux des interventionnistes qui considèrent l'interventionnisme comme une méthode susceptible d'amener pas à pas le socialisme intégral, sont du moins logiques. Si les mesures adoptées manquent d'apporter les résultats salutaires tant attendus et se terminent en un désastre, ils demandent une ingérence de plus en plus poussée jusqu'à ce que le gouvernement ait pris en main la direction de toutes les activités économiques. Mais ceux qui ne voient dans l'interventionnisme qu'un moyen pour améliorer et pour maintenir par là même le capitalisme, sont entièrement confus.

Aux yeux de ces hommes, tous les effets non désirés et indésirables provenant du fait que le gouvernement intervient dans les affaires économiques, sont causés par le capitalisme. Le fait même qu'une mesure gouvernementale a occasionné une situation qu'ils n'aiment pas, justifie pour eux des mesures ultérieures. Ils n'arrivent pas à comprendre par exemple, que le rôle que jouent de nos jours des combinaisons monopolistiques, est l'effet d'une ingérence gouvernementale (exemple : les tarifs et les brevets). Ils exigent une action gouvernementale, afin que les monopoles soient empêchés. Il serait difficile d'imaginer une idée aussi peu réaliste. Car, les gouvernements auxquels ils demandent de combattre les monopoles sont les mêmes gouvernements qui sont attachés au principe du monopole. C'est ainsi que le gouvernement américain du New Deal, par l'intermédiaire de la N.R.A., s'était engagé dans une organisation monopolistique complète de chaque branche de l'économie américaine

et avait visé à organiser l'agriculture américaine dans un vaste ensemble monopolistique et cela en restreignant le rendement des entreprises agricoles, afin de substituer des prix de monopole aux prix plus bas du marché. Ce même gouvernement avait participé à diverses conventions internationales pour le contrôle des biens de consommation, conventions dont le but manifeste était d'établir des monopoles internationaux pour divers biens de consommation. Tel fut le cas pour tous les autres gouvernements. L'Union soviétique avait participé également à quelques-unes de ces conventions monopolistiques intergouvernementales¹. Sa répugnance à l'égard d'une collaboration avec les pays capitalistes n'était pas assez importante pour lui faire perdre la moindre occasion d'encourager des monopoles.

Le programme de cet interventionnisme, contradictoire en lui-même, est la dictature, en apparence nécessaire à la libération des hommes. Mais la liberté que ses partisans réclament, c'est la liberté de faire les choses qu'eux, les partisans de l'interventionnisme, désirent voir accomplies. Ils n'ignorent pas seulement les problèmes économiques que cela implique. Toute faculté de penser d'une manière logique leur fait défaut.

La justification la plus absurde de l'interventionnisme est fournie par ceux qui regardent le conflit

¹ Cf. La collection de ces conventions, publiée par le Bureau International du Travail sous le titre *Intergovernmental Commodity Control Agreements* (Montréal, 1943).

entre le capitalisme et le socialisme comme étant une contestation au sujet de la répartition des revenus. Pourquoi les classes des propriétaires ne seraient-elles pas plus complaisantes ? Pourquoi n'accorderaient-elles pas aux pauvres travailleurs une plus grande partie de leurs revenus ? Pourquoi s'opposeraient-elles au projet gouvernemental qui tend à élever la part des gens moins fortunés en décrétant des taux de salaire minimum et des prix maxima et en ramenant les profits et les taux d'intérêt à un niveau plus bas et par là « plus équitable » ? D'après eux, si l'on cédait dans ces matières, on enlèverait le vent aux voiles des révolutionnaires radicaux et l'on maintiendrait le capitalisme. D'après eux, les pires ennemis du capitalisme sont les doctrinaires intransigeants qui réclament avec exagération la liberté économique, le « laissez-faire » et le manchestérisme et, de cette façon, rendent vaines toutes les tentatives en vue d'un compromis avec les revendications des travailleurs. Ces purs réactionnaires sont les seuls responsables de l'acharnement actuel entre les partis et de l'implacable haine qu'il engendre. Ce qu'il faut, c'est un programme constructif qui remplace l'attitude purement négative des « royalistes économiques ». Aux yeux de ces hommes, seul l'interventionnisme est « constructif ».

Cependant, cette manière de raisonner est entièrement vicieuse. Elle admet comme irréfutables que les diverses mesures, par lesquelles le gouvernement s'ingère dans les affaires économiques, atteindront les buts salutaires que leurs partisans

en attendent. Elle dédaigne facilement ce que dit l'économie politique de leur insuffisance dans la réalisation des buts recherchés et des conséquences inévitables de ceux-ci. La question qui s'impose n'est pas : les taux de salaire minimum sont-ils oui ou non justifiés ? mais : apportent-ils oui ou non le chômage à une partie de ceux qui désirent ardemment travailler ? L'interventionniste, en disant de ces mesures qu'elles sont justes, ne réfute pas les objections formulées contre leur opportunité par les économistes. Il feint simplement d'ignorer la question soulevée.

Le conflit entre le capitalisme et le socialisme ne réside pas dans une contestation entre deux groupes de revendicateurs au sujet du volume des portions à allouer à chacun d'eux, le montant des biens étant donné. C'est une dispute pour savoir quel système d'organisation sociale sert le mieux le bien-être de l'humanité. Ceux qui combattent le socialisme ne le rejettent pas, parce qu'ils envient aux travailleurs les bénéfices qu'ils pourraient prétendument tirer du mode de production socialiste. Ils combattent le socialisme précisément parce qu'ils sont convaincus qu'il nuirait aux masses en les réduisant au statut de pauvres serfs entièrement à la merci de dictateurs irresponsables.

Dans ce conflit d'opinions, chacun doit prendre sa décision et prendre une position bien définie. Chacun doit se mettre ou bien du côté de ceux qui exigent la liberté économique ou bien du côté de ceux qui demandent le socialisme totalitaire. On ne peut échapper à ce dilemme en adoptant une posi-

tion nominalement intermédiaire « au milieu de la route »), c'est-à-dire l'interventionnisme. Car l'interventionnisme n'est ni un chemin du milieu, ni un compromis entre le capitalisme et le socialisme. C'est un troisième système. C'est un système dont l'absurdité et la futilité ne sont pas seulement reconnues par tous les économistes, mais même par les marxistes.

Une telle chose comme la revendication « excessive » de la liberté économique n'existe pas. D'une part, la production peut être dirigée par les efforts de chaque individu, qui cherche à adopter sa conduite de la manière la plus appropriée aux demandes les plus urgentes des consommateurs. C'est l'économie de marché. D'autre part, la production peut être dirigée par des décrets autoritaires. Si ces décrets ne concernent que quelques données isolées de la structure économique, ils ne réussissent pas à atteindre les fins recherchées et leurs partisans n'aiment pas le résultat ainsi obtenu. Si ces décrets vont jusqu'à une enrégimentation complète, ils veulent dire socialisme autoritaire.

Les hommes doivent choisir entre l'économie du marché et le socialisme. L'État peut maintenir l'économie de marché en protégeant la vie, la santé et la propriété privée contre toute agression violente ou frauduleuse ou bien il peut contrôler la conduite de toutes les activités de la production. Un élément doit déterminer ce qui devrait être produit. Si ce n'est pas le consommateur par suite de l'offre et de la demande existant sur le marché, il faudra que ce soit le gouvernement par la voie de la contrainte.

3.

SOCIALISME ET COMMUNISME

D'après la terminologie de Marx et d'Engels, les mots communisme et socialisme sont synonymes. On se réfère alternativement à l'un ou à l'autre des deux, sans faire la moindre distinction. Ceci fut le cas dans tous les groupes et sectes marxistes et cela jusqu'en 1917. Les partis politiques du marxisme, qui considéraient le *Manifeste Communiste* comme l'évangile inaltérable de leur doctrine, se nommaient *partis socialistes*. Le parti le plus influent et le plus nombreux de tous, le parti allemand, avait adopté le nom de social-démocrate. En Italie, en France et dans tous les autres pays dans lesquels les pays marxistes avaient joué déjà un rôle avant 1917, le terme *socialiste* supplanta également le terme *communiste*. Aucun marxiste n'aurait osé, avant 1917, faire une distinction entre le communisme et le socialisme.

En 1875, dans sa Critique du Programme de Gotha du parti social démocrate allemand, Marx avait distingué une phase inférieure et une phase supérieure de la société communiste future. Mais il ne réserva pas le nom de communisme à la phase supérieure et n'appela pas la phase inférieure socialisme comme étant différente du communisme.

L'un des dogmes les plus fondamentaux de Marx énonce que le socialisme devra surgir « avec

l'inexorabilité d'une loi de la nature ». La production capitaliste engendre sa propre négation et établit le système socialiste de la propriété publique des moyens de production. Cette évolution s'opérera par le fonctionnement des lois inhérentes à la production capitaliste¹. Elle ne dépend pas de la volonté des peuples². Il n'est pas dans le pouvoir des hommes d'accélérer, de retarder ou d'empêcher cette évolution. Car, « jamais un système social ne disparaît avant que toutes les forces productives pour le développement desquelles il est suffisamment large, ne soient développées et, des méthodes nouvelles de production n'apparaissent jamais avant que les conditions matérielles de leur existence n'aient été couvées dans le sein de la société antérieure »³.

Cette doctrine, bien entendu, ne se laisse pas concilier avec les activités politiques de Marx et les théories qu'il avait émises pour justifier ces activités, Marx essaya d'organiser un parti politique qui, par l'intermédiaire de révolutions et de guerres civiles, devait accomplir la transition du capitalisme au socialisme. Aux yeux de Marx et de tous les doctrinaires marxistes, le trait caractéristique de leurs partis était qu'ils étaient des partis révolutionnaires soumis sans exception à l'idée d'actions violentes. Leur but : causer des rébellions, établir la

¹ Marx, *Das Kapital* (7^e édition, Hambourg, 1914), Vol. I, p. 728.

² Marx, *Zur Kritik der politischen Ökonomie*, édité par Kautsky (Stuttgart, 1897), p. XI.

³ *Ibid.*, p. XII.

dictature des prolétaires et exterminer sans merci tous les bourgeois. Les « exploits » des communards de Paris de 1871 étaient considérés comme le modèle parfait d'une telle guerre civile. La révolte de Paris, il est vrai, avait échoué lamentablement. Mais on s'attendait à voir plus tard d'autres soulèvements être couronnés de succès¹.

Cependant, les tactiques mises en oeuvre en différents pays européens par les partis marxistes, furent irrémédiablement opposés à chacune de ces deux variétés contradictoires des théories de Karl Marx. Ils n'avaient pas fait confiance à l'inévitabilité de l'avènement du socialisme. De même ils ne se promettaient pas une réussite de ces soulèvements révolutionnaires. Ils adoptèrent la méthode de l'action parlementaire. Ils sollicitèrent des votes dans les campagnes électorales et envoyèrent leurs délégués aux parlements. Ils « dégénérèrent » en partis démocratiques. Dans les parlements, ils se comportèrent tout comme les autres partis de l'opposition. En quelques pays ils entrèrent dans des alliances temporaires avec d'autres partis et occasionnellement des membres socialistes prirent place dans les cabinets ministériels. Plus tard, après la fin de la première guerre mondiale, les partis socialistes devinrent suprêmes dans beaucoup de parlements. En quelques pays, ils gouvernèrent exclusivement, en d'autres, ils le firent en étroite collaboration avec des partis « bourgeois ».

¹ Marx, *Der Bürgerkrieg in Frankreich*, édité par Pfemfert (Berlin, 1919), passim.

Certes, avant 1917, ces socialistes domestiqués n'avaient jamais abandonné leur piété hypocrite à l'égard des principes rigides du marxisme orthodoxe. Ils ne se lassèrent pas de répéter que l'avènement du socialisme est inévitable. Ils soulignèrent le caractère révolutionnaire inhérent à leurs partis. Rien ne pouvait les mettre plus en colère que de voir quelqu'un contester leur inébranlable esprit révolutionnaire. En fait, ils étaient des partis parlementaires comme tous les autres partis.

Du pur point de vue marxiste, comme il résultait des autres écrits de Marx et d'Engels (mais pas encore du Manifeste Communiste), toutes les mesures destinées à restreindre, à réglementer et à améliorer le capitalisme, étaient simplement du non-sens « petit-bourgeois » provenant d'une ignorance des lois immanentes de l'évolution capitaliste. De vrais socialistes ne devraient pas entraver l'évolution capitaliste. Car seule l'entière maturité du capitalisme pourrait faire surgir le socialisme. Recourir à de telles mesures n'est pas seulement une vaine entreprise, mais préjudiciable aux intérêts des prolétaires. Même les syndicats des travailleurs ne représentent pas un moyen adéquat pour l'amélioration des conditions des travailleurs¹. Marx ne croyait pas que l'interventionnisme pouvait être profitable aux masses. Il rejetait violemment l'idée que des mesures telles que les taux de salaire minimum, les plafonds de prix, les restrictions apportées aux taux

¹ Marx, *Value, Price and Profit*, édité par Eleanor Marx Aveling (New York, 1901), pp. 72-74.

d'intérêt, la sécurité sociale, etc., étaient des étapes préliminaires susceptibles d'amener le socialisme. Il aspirait à l'abolition radicale du système des salaires, abolition qui ne peut être accomplie que par le communisme dans sa phase supérieure. Il aurait certainement ridiculisé sarcastiquement l'idée d'abolir la « forme marchandise » du travail dans le cadre de la société capitaliste par la promulgation d'une loi.

Mais les partis socialistes au pouvoir dans les pays européens étaient virtuellement non moins soumis à l'interventionnisme que la *Sozialpolitik* de l'Allemagne du Kaiser et le New Deal américain. Ce fut contre cette politique que Georges Sorel et le syndicalisme dirigeaient leurs attaques. Sorel, un intellectuel timide issu de la bourgeoisie, s'opposait à la « dégénération » des partis socialistes qu'il attribuait au fait qu'ils étaient pénétrés d'intellectuels bourgeois. Il désirait voir revivre l'esprit d'agressivité impitoyable, inhérent aux masses, et voir cet esprit affranchi de la tutelle d'intellectuels lâches. Pour Sorel les émeutes seules comptaient. Il prêchait l'action directe, c'est-à-dire le sabotage et la grève générale en tant qu'étapes préparatoires à la grande révolution finale.

Sorel remportait surtout un succès auprès des intellectuels snob et oisifs et auprès des héritiers de riches entrepreneurs non moins snobs et non moins oisifs. Son action sur les masses était imperceptible. Pour les partis marxistes, ses critiques passionnées étaient à peine plus qu'un ennui. Son importance historique résidait principalement dans le rôle que

ses idées exerçaient sur l'évolution du bolchévisme russe et du fascisme italien.

Pour comprendre la mentalité des bolchévistes, nous devons nous référer de nouveau aux dogmes de Karl Marx. Marx était tout à fait convaincu que le capitalisme est une étape de l'histoire économique qui ne se limite pas à quelques pays seulement. Le capitalisme a la tendance de convertir toutes les parties du monde en pays capitalistes. La bourgeoisie force toutes les nations à devenir des nations capitalistes. Et lorsque sonnera le glas du capitalisme, le monde entier sera uniformément dans la phase du capitalisme venu à maturité et prêt à glisser vers le socialisme. Le socialisme fera en même temps son apparition dans toutes les parties du monde.

C'est sur ce point, comme dans toutes ses autres assertions, que Marx faisait erreur. De nos jours, même les marxistes ne peuvent mettre en doute, et ils ne le font pas, qu'il y a toujours d'énormes différences dans le développement du capitalisme dans les divers pays. Ils se rendent compte qu'il y a beaucoup de pays qui, du point de vue de l'interprétation marxiste de l'histoire, doivent être décrits comme pays précapitalistes. Dans ces pays, la bourgeoisie n'a pas encore atteint une position prépondérante et n'a pas encore établi l'époque historique du capitalisme qui est la condition préliminaire de l'apparition du socialisme. Voilà pourquoi ces pays doivent d'abord accomplir leur « révolution bourgeoise » et passer par toutes les phases du capitalisme, avant qu'il ne puisse y être question de

les transformer en pays socialistes. La seule politique que les marxistes puissent adopter dans ces pays serait de soutenir sans réserve les bourgeois, d'abord dans leurs efforts pour s'emparer du pouvoir, ensuite dans leurs actions capitalistes. Pour un temps vraiment long un parti marxiste ne pourrait avoir d'autre tâche que d'aider le libéralisme bourgeois. Voilà la seule mission que le matérialisme historique, s'il était conséquemment appliqué, pourrait assigner aux marxistes russes. Ils seraient forcés d'attendre tranquillement jusqu'à ce que le capitalisme eût rendu leur nation mûre pour le socialisme.

Mais les marxistes russes ne voulaient pas attendre. Ils eurent recours à une nouvelle modification du marxisme aux termes de laquelle il était possible à une nation de sauter l'une de ces étapes de l'évolution historique. Ils fermaient leurs yeux devant le fait que cette nouvelle doctrine n'était pas une modification du marxisme, mais plutôt le reniement du dernier reste qui en subsistait. C'était un retour ouvert aux théories socialistes pré-marxistes et anti-marxistes suivant lesquelles les hommes sont libres d'adopter le socialisme à n'importe quel moment s'ils le considèrent comme un système plus salubre à la collectivité que le capitalisme. Cette façon de raisonner fit sauter complètement tout le mysticisme enrobé dans le matérialisme dialectique et dans la prétendue découverte marxiste des lois inexorables de l'évolution économique de l'humanité.

Une fois qu'ils s'étaient libérés du déterminisme marxiste, les marxistes russes étaient libres de discuter les tactiques les plus appropriées pour réaliser le socialisme dans leur pays. Désormais ils n'étaient pas tracassés par les problèmes économiques. Ils n'avaient pas non plus à investiguer si le temps était venu ou non. Ils n'avaient qu'une tâche à accomplir : s'emparer des rênes du gouvernement.

Un groupe parmi eux soutenait qu'un succès durable ne pouvait être assuré que si l'on pouvait obtenir l'appui d'une partie suffisante du peuple, quoique pas nécessairement de la majorité du peuple. Un autre groupe n'admettait pas une procédure demandant un temps aussi considérable. Ils suggérèrent un coup hardi. Un petit groupe de fanatiques serait organisé comme l'avant-garde de la révolution. Une stricte discipline et une obéissance aveugle envers le chef prépareraient ces révolutionnaires à une attaque soudaine. Ils écarteraient le gouvernement czariste et gouverneraient alors le pays suivant les méthodes traditionnelles de la police czariste.

Les termes employés pour caractériser ces deux groupes — bolchévistes (majorité) pour les derniers et menchévistes (minorité) pour les premiers — proviennent d'un vote qui, en 1903, eut lieu dans une réunion convoquée pour discuter ces questions tactiques. Les méthodes tactiques, voilà la seule différence qui séparait les deux groupes. Tous les deux étaient d'accord sur le but final : le socialisme.

Les deux sectes essayaient de justifier leurs points de vue respectifs en citant des écrits de Marx

et d'Engels. Ceci est, bien entendu, la coutume marxiste. Et chaque secte était à même de découvrir dans ces livres sacrés des sentences confirmant son propre point de vue.

Lénine, le chef des bolchévistes, connaissait ses concitoyens bien mieux que ses adversaires avec leur chef Plekhanov. Il ne commettait pas, comme Plekhanov, l'erreur d'appliquer aux Russes la mesure des nations occidentales. Il se rappelait comment deux femmes, des femmes étrangères, avaient simplement usurpé le pouvoir suprême et gouverné tranquillement jusqu'à la fin de leurs jours. Il était au courant du fait que les méthodes terroristes de la police secrète du czar avaient été couronnées de succès et il avait la ferme conviction de pouvoir améliorer considérablement ces méthodes. Il était un dictateur impitoyable et il savait que les Russes manquaient de courage pour résister à l'oppression. Tout comme Cromwell, Robespierre et napoléon, il était un usurpateur ambitieux et il avait entière confiance dans le fait qu'à l'immense majorité l'esprit révolutionnaire fait défaut. L'autocratie des Romanov était vouée à l'échec, parce que le malheureux Nicolas II était un homme faible. Kerensky, l'avocat socialiste, ne réussissait pas, parce qu'il était dominé par le principe du gouvernement parlementaire. Lénine réussissait, parce qu'il n'aspirait jamais à autre chose qu'à sa propre dictature. Et les Russes désiraient un dictateur, un successeur d'Ivan le Terrible.

Ce ne fut pas un soulèvement vraiment révolutionnaire qui mit fin au règne de Nicolas II. Le tsa-

risme s'effondrait sur les champs de bataille. Une anarchie que Kerensky ne pouvait pas maîtriser, s'ensuivit. Une escarmouche dans les rues de Saint-Petersbourg écarta Kerensky. Quelque temps après, Lénine eut son 18 brumaire. En dépit de toute la terreur pratiquée par les bolchévistes, l'assemblée constitutive, élue du fait de la franchise universelle pour hommes et femmes, n'avait qu'à peu près vingt pour cent de membres bolchévistes. Lénine chassait l'assemblée constitutive par la force des armes. L'intermède « libéral » de courte durée fut liquidé. Des mains des Romanov incapables, la Russie glissa dans celles d'un vrai autocrate.

Lénine ne se contenta pas de la seule conquête de la Russie. Il était pleinement convaincu qu'il était destiné à apporter la félicité du socialisme non seulement à la Russie, mais à toutes les nations. Le nom officiel qu'il choisit pour son gouvernement — Union des Républiques Soviétiques Socialistes — ne contient aucune référence à la Russie. Il devait être le noyau d'un gouvernement mondial. Il était impliqué que tous les camarades étrangers devaient, au fond, obéir à ce gouvernement et que tous les bourgeois étrangers qui osaient résister, étaient coupables de haute trahison et méritaient la peine capitale. Lénine ne doutait pas le moins du monde que tous les pays de l'occident étaient à la veille de la grande révolution finale. Ils en attendaient l'éruption d'un jour à l'autre.

Dans l'opinion de Lénine, il n'y avait en Europe, qu'un groupe qui essaierait éventuellement — quoique sans la moindre chance de réussite —

d'empêcher le soulèvement révolutionnaire : les membres dépravés de « l'intelligentsia » qui avaient usurpé la direction des partis socialistes. Lénine avait longtemps haï ces hommes du fait qu'ils s'étaient adonnés à la procédure parlementaire et qu'ils avaient répugné à accepter ses aspirations dictatoriales. Il était furieux contre eux, parce qu'il les rendait seuls responsables du fait que les partis socialistes avaient appuyé l'effort de guerre de leurs pays. Déjà dans son exil suisse, qui prit fin en 1917, Lénine commençait à diviser les partis socialistes européens. Il établissait une nouvelle internationale, la Troisième Internationale, qui contrôlait de la même façon dictatoriale qu'il dirigeait les bolchévistes russes. Pour ce parti nouveau, Lénine choisit le nom de Parti Communiste. Les communistes devaient combattre jusqu'à la mort les divers partis socialistes européens, ces « traîtres sociaux », et arranger la liquidation immédiate de la bourgeoisie et la prise du pouvoir par les travailleurs armés. Lénine ne fit pas de différence entre le socialisme et le communisme en tant que systèmes sociaux. Le but auquel il aspirait ne fut pas appelé communisme par opposition au socialisme. Le nom officiel du gouvernement soviétique est Union des Républiques *Socialistes* Soviétiques (et non pas des *Communistes*). À cet égard, il ne désirait pas changer la terminologie traditionnelle qui considérait les termes comme synonymes. Il appelait seulement ses partisans, les seuls adhérents sincères et conséquents des principes révolutionnaires du marxisme orthodoxe, *communistes*, leurs méthodes

tactiques, *communisme*, parce qu'il désirait les distinguer des « perfides mercenaires des exploiters capitalistes », les méchants sociaux démocrates comme Kautsky et Albert Thomas. Il affirmait énergiquement que ces traîtres aspiraient à maintenir le socialisme. Ce n'étaient pas de vrais socialistes. Les seuls vrais marxistes étaient ceux qui rejetaient le nom de socialistes irrémédiablement tombé en discrédit.

C'est ainsi que la distinction entre communistes et socialistes fit son apparition. Les marxistes qui ne se soumettaient pas au dictateur de Moscou se nommèrent démocrates sociaux ou tout simplement, socialistes. Ce qui les caractérisait c'était leur croyance que la méthode la plus appropriée pour réaliser leurs plans : l'établissement du socialisme — but final qui leur était commun avec les communistes — était de gagner l'appui de la majorité de leurs concitoyens. Ils abandonnèrent les slogans révolutionnaires et essayèrent d'adopter des méthodes démocratiques pour s'emparer du pouvoir. Ils ne se souciaient pas du fait de savoir si un régime socialiste est compatible avec la démocratie ou non. Mais ils étaient décidés à n'appliquer que des procédures démocratiques pour réaliser le socialisme.

Les communistes, d'autre part, pendant les premières années de la Troisième Internationale, étaient dominés par le principe de la révolution et de la guerre civile. Ils n'étaient loyaux qu'envers leur chef russe. Ils expulsaient de leurs rangs quiconque était soupçonné de se sentir encore lié par

les lois de son pays. Ils complotaient sans cesse et faisaient couler le sang dans de émeutes infructueuses.

Lénine ne put comprendre pourquoi les communistes échouaient partout en dehors de la Russie. Il n'attendait pas beaucoup des travailleurs américains. De l'avis des communistes, les travailleurs des États-Unis ne possédaient pas l'esprit révolutionnaire, parce qu'ils étaient corrompus par le bien-être et qu'ils s'étaient embourbés dans le vice du « gain de l'argent ». Mais Lénine ne doutait pas que les masses européennes ne fussent conscientes de leur classe et de ce fait entièrement sous l'influence des idées révolutionnaires. La seule raison, selon lui, pour laquelle la révolution n'avait pas été réalisée, était que les fonctionnaires communistes avaient été inaptes et lâches. Il révoquait toujours de nouveau ses vicaires et nommait de nouveaux hommes. Mais le succès ne lui pas mieux assuré pour cela.

Dans les pays démocratiques, les communistes « dégénéraient » lentement en des partis parlementaires. Tout comme les vieux partis socialistes d'avant 1914, ils continuent à accomplir des services de piété hypocrite à l'égard des idées révolutionnaires.

Dans les pays anglo-saxons et dans ceux de l'Amérique latine, les électeurs socialistes ont confiance dans les méthodes démocratiques. Dans ces pays, le nombre de ceux qui aspirent sérieusement à une révolution communiste est très petit. La plupart de ceux qui proclament ouvertement qu'ils

adhèrent aux principes du communisme, se sentiraient extrêmement malheureux, si la révolution devait éclater et exposer leur vie et leur propriété. Si les armées russes devaient pénétrer dans leurs pays, ou si les communistes indigènes devaient s'emparer du pouvoir sans les engager dans la lutte, ils se réjouiraient probablement dans l'espoir d'être récompensés pour leur orthodoxie marxiste. Mais eux-mêmes ne convoitent pas de lauriers révolutionnaires.

C'est un fait durant ces dernières trente-six années d'agitation passionnée en faveur des soviets, aucun pays en dehors de la Russie n'est devenu communiste par la volonté de ses citoyens. L'Europe orientale est seulement devenue communiste, lorsque les arrangements diplomatiques de la politique internationale l'avaient convertie en une sphère d'influence et d'hégémonie russe exclusive. Il est peu probable que l'Allemagne occidentale, la France, l'Italie et l'Espagne adoptent le communisme, si les États-Unis et la Grande-Bretagne n'adoptent pas une politique d'insouciance diplomatique absolue. Ce qui donne de la force au mouvement communiste dans ces pays et dans certains autres, c'est l'opinion que la Russie est mue par un « dynamisme » inébranlable, tandis que les puissances anglo-saxonnes sont indifférentes et peu intéressées à leur sort.

En supposant que les masses désirent ardemment un renversement révolutionnaire de l'ordre social « bourgeois », Marx et les marxistes ont commis une erreur lamentable. On ne trouve les

communistes militants que dans les rangs de ceux qui gagnent leur vie par leur communisme ou qui espèrent qu'une révolution favorisera leurs ambitions personnelles. Les activités subversives de ces conspirateurs sont dangereuses, surtout du fait de la naïveté de ceux qui ne font que flirter avec l'idée révolutionnaire. Les sympathisants déconcertés et égarés, qui se disent « libéraux »¹ et que les communistes appellent « d'utiles innocents », les « communisants » et même la majorité des membres du parti officiellement enregistrés, seraient très effrayés si, un jour, ils devaient découvrir que leurs chefs, en prêchant la sédition, veulent une vraie action. Mais alors il pourrait être trop tard pour prévenir le désastre.

Pour le moment, le péril menaçant des partis communistes de l'occident réside dans leur position à l'égard de la politique extérieure. Le caractère distinctif de tous les partis communistes actuels réside dans le fait qu'ils sont dévoués à la politique extérieure agressive des soviets. Toutes les fois qu'ils doivent choisir entre la Russie et leur propre pays, ils n'hésitent pas à préférer la Russie. Leur principe est : qu'elle ait tort ou raison, c'est ma Russie. Ils obéissent strictement à tous les ordres qui viennent de Moscou. Lorsque la Russie fut l'alliée de Hitler, les communistes français sabotaient les efforts de guerre de leur propre pays et les communistes américains s'opposaient passionnément aux plans du président Roosevelt en vue de

¹ Cf. Note du traducteur, p. 37.

donner toute aide aux démocraties combattant les nazis. À travers le monde entier, les communistes marquaient de « fomenteurs de guerre capitalistes » tous ceux qui se défendaient contre les envahisseurs allemands. Mais aussitôt que Hitler attaqua la Russie, la guerre impérialiste des capitalistes, en une nuit, devint une juste guerre de défense. Toutes les fois que les soviets conquièrent un autre pays, les communistes justifient cette agression comme étant un acte de légitime défense contre les « fascistes ».

Les communistes de l'Europe occidentale et des États-Unis, en adorant aveuglément tout ce qui est russe, surpassent de loin les pires excès jamais commis par des chauvins. Ils s'extasient devant les films russes, la musique russe et les grandes découvertes attribuées à la science russe. Ils parlent en termes extatiques des succès économiques des soviets. Ils attribuent la victoire des Nations Unies dans la deuxième guerre mondiale aux exploits des forces armées russes. Ils ne se lassent pas d'affirmer que la Russie a sauvé le monde de la menace fasciste. La Russie est le seul pays libre alors que toutes les autres nations sont soumises à la dictature des capitalistes. Les Russes seuls sont heureux et jouissent de la félicité de vivre une vie complète ; dans les pays capitalistes, l'immense majorité souffre de frustration et de désirs inassouvis. Tout comme le pieux musulman soupire après un pèlerinage à la tombe du prophète à la Mecque, l'intellectuel communiste juge un pèlerinage aux

sanctuaires de Moscou comme étant le grand événement de sa vie.

Néanmoins, la distinction dans l'emploi des termes de communistes et de socialistes, n'affectait pas la signification des termes de communisme et de socialisme en tant qu'appliqués au but final des politiques communes aux deux parties. Ce ne fut qu'en 1928 que le programme de l'internationale communiste, adopté par le sixième congrès de Moscou¹, commençait à faire une différence entre communisme et socialisme (et non seulement entre communistes et socialistes).

Selon cette nouvelle doctrine, il y a dans l'évolution économique de l'humanité, entre l'étape historique du capitalisme et celle du communisme, une troisième étape, celle du socialisme. Le socialisme est un système social qui se base sur le contrôle public des moyens de production et la direction complète de tous les processus de production et de distribution par une autorité centrale de planisme. À cet égard, il est pareil au communisme. Mais il diffère du communisme dans ce sens qu'il n'y a pas d'égalité des portions allouées à chaque individu pour sa propre consommation. On paye encore des salaires aux camarades et ces taux de salaire sont gradués suivant l'utilité économique pour autant que l'autorité centrale le juge nécessaire en vue d'obtenir le plus grand rende-

¹ Cf. *Blueprint for World Conquest as Outlined by the Communist International, Human Events* (Washington and Chicago), 1946, pp. 181-182.

ment possible. Ce que Staline appelle socialisme correspond considérablement à ce que Marx entendait par la « première phase » du communisme. Staline réserve le terme communisme exclusivement à ce que Marx appelait la « phase supérieure » du communisme. Le socialisme dans le sens où Staline a dès 1928 employé le terme, évolue vers le communisme, mais en lui-même, il n'est pas encore le communisme. Le socialisme se transformera en communisme aussitôt que l'accroissement de la richesse auquel on devra s'attendre du fait du fonctionnement des méthodes de production socialistes, aura élevé le bas niveau de vie des masses russes au niveau plus élevé dont jouissent les détenteurs de fonctions importantes dans la Russie actuelle¹.

Le caractère apologétique de cette nouvelle pratique terminologique est manifeste. Staline se voyait dans la nécessité d'expliquer à la grande majorité de ses sujets pourquoi leur niveau de vie était extrêmement bas, beaucoup plus bas que celui des masses dans les pays capitalistes et même plus bas que celui des prolétaires russes du temps des czars. Il veut justifier le fait que les salaires et les traitements ne sont pas égaux, qu'un petit groupe de fonctionnaires soviétiques jouissent de tout le luxe que la technique moderne peut fournir, qu'un second groupe, plus nombreux que le premier, mais moins nombreux que les classes moyennes dans la

¹ Cf. David J. Dallin, *The Real Soviet Russia* (Yale University Press, 1944), pp. 88-95.

Russie impériale, vivent dans un style « bourgeois », tandis que les masses, déguenillées et pieds nus, sont mal nourries et vivent dans des taudis congestionnés. C'est ainsi qu'il fut forcé de recourir à un nouveau pis-aller idéologique.

Ce problème de Staline était d'autant plus brûlant que les communistes avaient aux premiers jours de leur gouvernement proclamé passionnément l'égalité de revenus comme un principe qui devait entrer en vigueur dès le premier instant de la prise du pouvoir par les prolétaires. En outre, le stratagème démagogique le plus puissant que les partis communistes patronnés par les Russes appliquent dans les pays capitalistes, est d'exciter l'envie de ceux qui touchent les revenus les plus bas contre tous ceux qui ont des revenus plus élevés. L'argument principal que les communistes avancent pour appuyer leur thèse que le national-socialisme n'était pas le vrai socialisme, mais au contraire, une pire variété du capitalisme, est que dans l'Allemagne nazie il y avait de l'inégalité dans le niveau de vie.

La nouvelle distinction que Staline a introduite entre le socialisme et le communisme est en contradiction flagrante avec la politique de Lénine et avec les doctrines de la propagande des parties communistes en dehors des frontières russes. Mais dans l'empire des soviets, de telles contradictions importent peu. La parole du dictateur est la décision dernière et personne n'est assez téméraire pour s'y opposer.

Il est de grande importance de comprendre que l'innovation sémantique affecte seulement les termes de communisme et de socialisme. Le sens des termes socialiste et communiste n'a pas changé. Tout comme avant, le parti bolchéviste est toujours appelé communiste. Les partis russophiles au-delà des frontières de l'Union soviétique s'intitulent partis communistes et combattent violemment les partis socialistes qui, à leurs yeux, sont tout simplement des traîtres sociaux. Mais le nom officiel de l'union des républiques *socialistes* demeure inchangé.

4.

L'AGRESSIVITÉ DE LA RUSSIE

Les nationalistes allemands, italiens et japonais justifiaient leur politique agressive par leur manque d'espace vital. Leur pays sont relativement surpeuplés. Ils ont été pauvrement dotés par la nature et dépendent de l'importation de produits alimentaires et de matière premières. Pour payer ces importations, dont ils ont un besoin vital, ils doivent exporter des produits manufacturés. Mais la politique protectionniste pratiquée par les pays qui produisent un surplus de biens alimentaires et de matières premières ferme leurs frontières à l'importation de produits manufacturés. Il est manifeste que chaque nation du monde tend vers un état d'entière autarcie économique. Quel est, dans un monde pareil, le sort des nations qui ne peuvent ni nourrir, ni vêtir leurs citoyens avec leurs ressources domestiques ?

La doctrine de l'espace vital des peuples qui se plaisent à se nommer « les peuples n'ayant rien », s'appuie sur le fait qu'il y a en Amérique et en Australie des millions d'hectares de terres non cultivées et beaucoup plus fertiles que la terre stérile cultivée par les paysans des nations n'ayant rien. De même, les conditions naturelles pour industries minières et manufacturières y sont beaucoup plus favorables que dans les pays de ceux qui n'ont rien. Mais les paysans et les travailleurs allemands, italiens et

japonais n'ont pas accès à ces régions si favorisées par la nature. Les lois d'immigration des pays relativement sous-peuplés empêchent leurs immigrations. Ces lois augmentent la productivité marginale du travail et par là même, les taux de salaire dans les pays surpeuplés. Le haut niveau de vie des États-Unis et des Dominions Britanniques est compensé par un abaissement du niveau de vie dans les pays surpeuplés d'Europe et d'Asie.

Selon les nationalistes allemands, italiens et japonais, les vrais agresseurs ce sont les nations qui, au moyen d'entraves contre le commerce et les migrations, se sont arrogé la part du lion dans les richesses naturelles de la terre. Le pape lui-même n'a-t-il pas déclaré que les causes principales des guerres mondiales sont « cet égoïsme froid et calculateur qui tend à amasser les ressources économiques et matérielles, destinées à être employées par tous, à un tel point que les nations moins favorisées par la nature n'ont pas la permission d'y accéder¹ » ? La guerre, déclenchée par Hitler, Mussolini et Hirohito, fut à ce point de vue une guerre juste, car son seul but était de donner à ceux qui n'avaient rien ce qui leur appartient en vertu du droit naturel et divin.

Les Russes ne peuvent pas oser justifier leur politique agressive par de tels arguments. La Russie est un pays relativement sous-peuplé. Son sol a été mieux doté par la nature que celui de n'importe

¹ Christmas Eve Broadcast, *New York Times*, 25 décembre 1941.

quelle autre nation. Il offre les conditions les plus avantageuses à la culture de toutes sortes de céréales, de fruits, de semences et de plantes. La Russie possède d'immenses pâturages et des forêts presque inépuisables. Elle a les ressources les plus riches pour la production de l'or, de l'argent, du platine, du fer, du cuivre, du nickel, du manganèse et de tous les autres métaux, ainsi que du pétrole. Sans le despotisme des czars et sans l'incompétence lamentable du système communiste, sa population pourrait, depuis longtemps, jouir du plus haut standard de vie. Ce n'est certainement pas le manque de ressources naturelles qui pousse la Russie vers la conquête.

L'agressivité de Lénine résultait de sa conviction qu'il était le chef de la révolution mondiale finale. Il se considérait comme le successeur légitime de la Première Internationale, destiné à accomplir la tâche dans laquelle Marx et Engels avaient échoué. Il ne croyait pas que son côté une action fût nécessaire pour accélérer l'avènement de la révolution. Le glas du capitalisme avait sonné et aucune machination capitaliste ne pouvait retarder plus longtemps l'expropriation des expropriateurs. Ce qui manquait seulement, c'était le dictateur du nouvel ordre social. Lénine était prêt à prendre le fardeau sur ses épaules.

Depuis le temps des invasions mongoles, l'humanité n'a pas eu à faire face à une aspiration aussi inébranlable et aussi résolue vers la suprématie mondiale illimitée. Dans tous les pays, les émissaires russes et les cinquièmes colonnes commu-

nistes travaillaient fanatiquement à l'« Anschluss » à la Russie. Mais Lénine ne possédait pas les quatre premières colonnes. À cette époque, les forces militaires russes étaient méprisables. Lorsqu'elles franchirent les frontières russes, elles furent arrêtées par les Polonais. Elles ne purent avancer plus loin en direction de l'ouest. La grande campagne pour la conquête du monde avait pris fin.

Ce n'étaient que des paroles en l'air que de discuter si le communisme était possible ou désirable dans un seul pays. Les communistes avaient subi un échec total au dehors des frontières russes. Ils étaient forcés de rester chez eux.

Staline consacrait toute son énergie à l'organisation d'une armée permanente d'une étendue telle que le monde n'en avait jamais vu auparavant. Mais il n'obtint pas plus de succès que Lénine et Trotzky n'en avaient eu avant lui. Les nazis battirent facilement son armée et occupèrent la partie la plus importante du territoire russe. La Russie fut sauvée par les forces britanniques et surtout par les forces américaines. Le prêt-bail américain permit aux Russes de poursuivre sans arrêt les Allemands au moment où le manque d'équipement et la menace de l'invasion américaine forcèrent ceux-ci à se retirer de Russie. De temps en temps, les Russes purent même battre les arrière-gardes des nazis en retraite. Ils purent conquérir Berlin et Vienne, lorsque l'aviation américaine avait écrasé les défenses allemandes. Après que les Américains eurent écrasé les Japonais, les Russes pouvaient tranquillement leur mettre le poignard dans le dos.

Cependant, les communistes à l'intérieur et en dehors de la Russie ainsi que les « communisants » affirmaient passionnément que c'était la Russie qui avait vaincu les nazis et libéré l'Europe. Ils passaient sous silence le fait que les nazis n'avaient pu écraser les défenseurs de Stalingrad pour la seule raison qu'ils manquaient de munitions d'avions et d'essence. Ce fut le blocus qui mettait les nazis dans l'impossibilité de fournir à leurs armées l'équipement nécessaire et de construire dans le territoire russe occupé un système de transport qui aurait permis d'amener cet équipement au front le plus éloigné. La bataille de l'Atlantique fut la bataille décisive de la guerre. Les grands événements stratégiques de la guerre contre l'Allemagne furent la conquête de l'Afrique et de la Sicile ainsi que la victoire en Normandie. Comparée aux gigantesques exploits de cette guerre, la victoire de Stalingrad ne fut à peine plus qu'un succès tactique. Dans les combats contre les Italiens et les Japonais la part de la Russie fut nulle.

Mais les fruits de la victoire allaient à la Russie seule. Alors que les autres Nations Unies ne cherchaient nullement à agrandir leur territoire, les Russes s'y adonnaient éperdument. Ils ont annexé les trois républiques baltiques, la Bessarabie, la province de la Russie-Carpatique en Tchécoslovaquie¹, une partie de la Finlande, une grande partie

¹ L'annexion de la Russie-Carpathique dément étrangement leur indignation hypocrite au sujet des accords de Munich de 1938.

de la Pologne et de gigantesques territoires en Extrême Orient. Ils revendiquent comme leur sphère d'influence exclusive le reste de la Pologne, la Roumanie, la Hongrie, la Yougoslavie, la Bulgarie, la Corée et la Chine. Ils s'efforcent d'établir et de soutenir dans ces pays des gouvernements « amis », c'est-à-dire des gouvernements de marionnettes. Si les États-Unis et la Grande-Bretagne ne s'y étaient pas opposés, ils gouverneraient aujourd'hui dans toute l'Europe continentale, dans toute l'Asie continentale et dans l'Afrique du Nord. Seules les garnisons militaires américaines et britanniques en Allemagne barrent aux Russes la route vers les rivages de l'Atlantique.

De nos jours, pas plus qu'après la première guerre mondiale, la vraie menace pour l'occident n'est pas la force militaire de la Russie. La Grande-Bretagne¹ pourrait repousser aisément une attaque russe et ce serait pure folie de la part des Russes que de vouloir entreprendre une guerre contre les États-Unis. Ce ne sont pas les armées russes, mais les idéologies communistes qui menacent l'occident. Les Russes ne le savent que trop bien et, de ce fait, ils ont pleine confiance non en leur propre armée, mais en leurs partisans étrangers. Ils désirent bouleverser les démocraties non de l'extérieur, mais de l'intérieur. Les machinations pro-russes

¹ Note du traducteur [1956] : Lorsqu'en 1947 parut la version américaine de cet ouvrage, il n'était pas encore question d'un réarmement de l'Allemagne occidentale, réarmement qui, à l'heure actuelle, inquiète fortement les dirigeants soviétiques.

de leurs cinquièmes colonnes sont leur arme principale et ces colonnes constituent les divisions de choc de bolchévisme.

Les écrivains et les politiciens communistes à l'intérieur et hors de la Russie expliquent la politique agressive de la Russie comme étant uniquement un moyen de défense. D'après eux, ce n'est nullement la Russie qui projette une agression, mais, au contraire, ce sont les démocraties capitalistes décadentes. La Russie ne désire que défendre sa propre indépendance. C'est une vieille méthode et bien éprouvée pour justifier les agressions. Louis XIV et Napoléon I^{er}, Guillaume II et Hitler ont été les hommes les plus paisibles. C'était uniquement dans le but de défendre leur pays qu'ils ont envahi des pays étrangers. La Russie était menacée autant par l'Esthonie ou la Lettonie que l'Allemagne l'avait été par le Luxembourg ou le Danemark.

La légende du *cordon sanitaire* a pris son origine dans cette fable de la propre défense. On prétend que l'indépendance politique des petits pays voisins de la Russie est uniquement un subterfuge capitaliste destiné à empêcher que les démocraties européennes ne soient infectées par les germes du communisme. De là on conclut que ces petites nations sont déchues de leur droit d'indépendance. Car la Russie a le droit inaliénable de revendiquer que ses voisins ainsi que les voisins de ses voisins — soient dirigés uniquement par des gouvernements « amis », c'est-à-dire strictement communistes. Que deviendrait le monde si toutes les grandes

puissances venaient à faire valoir les mêmes prétentions ?

En réalité, ce ne sont pas les gouvernements des nations démocratiques qui visent à renverser le système russe actuel. Ils n'encouragent pas de cinquièmes colonnes en Russie et n'incitent pas les masses russes contre leurs gouvernements. Mais les Russes sont occupés nuit et jour à fomenter des troubles dans les pays.

L'intervention vraiment inefficace et hésitante des nations alliées dans la guerre civile russe n'était pas une entreprise pro-capitaliste et anti-communiste. Aux yeux des nations alliées, engagées dans leur combat de vie et de mort avec les Allemands, Lénine n'était à ce moment qu'un instrument de leurs ennemis mortels. Ludendorff avait envoyé Lénine en Russie afin que celui-ci renversât le régime de Kerensky et amenât la défection de la Russie. Les bolchévistes combattaient par la force des armes tous les Russes qui désiraient continuer l'alliance avec la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis et les autres nations démocratiques. Du point de vue militaire il était impossible aux nations occidentales de rester neutres alors que les alliés russes se défendaient désespérément contre les bolchévistes. Pour les nations alliées le front de l'est était en jeu. La cause des généraux « blancs » était leur propre cause.

À peine la guerre contre l'Allemagne fut-elle terminée en 1918 que les Alliés perdirent tout intérêt dans les affaires russes. On n'avait plus besoin d'un front à l'est. Ils ne s'inquiétaient pas le moins

du monde des problèmes intérieurs de la Russie. Ils désiraient la paix et s'appliquaient à se retirer des combats. Ils étaient cependant bien embarrassés, parce qu'ils ne savaient pas comment liquider leur aventure avec élégance. Leurs généraux avaient honte d'abandonner des compagnons d'armes qui avaient combattu de leur mieux pour une cause commune. Laisser ces hommes dans l'embarras, c'était à leur avis que de la lâcheté et une désertion honteuse. Ces considérations d'honneur militaire retardaient pour quelque temps le retrait des détachements alliés peu importants et la cessation du ravitaillement des blancs. Cela étant accompli à la longue, les hommes d'État alliés se sentaient soulagés. À partir de maintenant ils adoptèrent à l'égard des affaires russes une politique de stricte neutralité.

Ce fut en effet un vrai malheur que les nations alliées eussent été mêlées de gré ou de force à la guerre civile russe. Il aurait mieux valu que la situation militaire de 1917 et de 1918 ne les eût pas forcées d'intervenir. Mais il ne faut pas perdre de vue le fait que l'abandon de l'intervention en Russie équivalait à l'échec final de la politique du président Wilson. Les États-Unis étaient entrés en guerre afin « de faire du monde un lieu sûr pour la démocratie ». La victoire avait écrasé le Kaiser et substitué à l'autocratie impériale relativement douce et limitée un gouvernement républicain. D'autre part, elle avait amené en Russie l'établissement d'une dictature en comparaison de laquelle le despotisme des czars pouvait passer pour libéral. Mais

les Alliés ne s'empressèrent pas de faire de la Russie un lieu sûr pour la démocratie comme ils avaient essayé de le faire pour l'Allemagne. Après tout, l'Allemagne du Kaiser avait des parlements, des ministres responsables aux parlements, des cours d'assises, une liberté de pensée, de religion et de presse à peine moins grande qu'à l'occident et beaucoup d'autres institutions démocratiques. Mais la Russie soviétique représentait un despotisme illimité.

Les Américains, les Français et les Anglais avaient manqué de considérer les choses sous cet angle de vue. Mais les forces antidémocratiques en Allemagne, en Italie, en Pologne, en Hongrie et dans les Balkans avaient des idées différentes. Telles qu'elle fut interprétée par les nationalistes de ces pays, la neutralité des forces alliées à l'égard de la Russie prouvait que le souci qu'ils semblaient porter à la démocratie n'était qu'un masque. Et ces nationalistes de conclure que les Alliés avaient combattu l'Allemagne parce qu'ils enviaient à l'Allemagne sa prospérité économique et qu'ils ménageaient la nouvelle autocratie russe, parce qu'ils ne craignaient pas la puissance économique russe. En conséquence, ces nationalistes furent convaincus que la démocratie n'était pas plus qu'un grand mot pratique pour tromper des hommes crédules. Et ils redoutaient que l'attrait affectif de ce slogan ne servît un jour à camoufler des assauts insidieux contre leur propre indépendance.

Depuis que les grandes puissances occidentales avaient abandonné leur intervention, la Russie

n'avait plus de raison de les craindre. Les soviets de même n'avaient pas peur d'une agression nazie. Les affirmations contraires, très en vogue en Europe occidentale et en Amérique, résultèrent d'une ignorance complète des affaires allemandes. Mais les Russes connaissaient l'Allemagne et les nazis. Ils avaient lu *Mein Kampf*. De ce livre ils apprenaient que Hitler convoitait l'Ukraine et que son idée stratégique fondamentale était de ne se lancer à la conquête de la Russie qu'après avoir anéanti définitivement et pour toujours la France. Les Russes étaient convaincus que Hitler s'était trompé dans *Mein Kampf* et qu'il espérait en vain que la Grande-Bretagne et les États-Unis se tiendraient hors de la guerre et permettraient tranquillement que la France fut détruite. D'après eux, il ne faisait pas de doute qu'une telle guerre mondiale nouvelle, dans laquelle ils avaient l'intention de demeurer neutres, se terminerait par une nouvelle défaite allemande. Et de là ils concluaient que cette défaite rendrait toute l'Allemagne — et éventuellement toute l'Europe — mûre pour le bolchévisme. Guidé par cette opinion, Staline soutenait déjà au temps de la république de Weimar le réarmement, alors secret, de l'Allemagne. Les communistes allemands aidaient les nazis, autant qu'ils le pouvaient, dans leurs efforts pour ruiner le régime de Weimar. En août 1939, Staline adhéra finalement à une alliance ouverte avec Hitler afin de lui donner main libre contre l'ouest.

Staline — comme tous les autres gens — n'avait pas prévu le succès foudroyant des armées alle-

mandes en 1940. En 1941, Hitler attaquait la Russie parce qu'il était pleinement convaincu que la Grande-Bretagne tout comme la France étaient à bout et que les États-Unis menacés dans leur dos par le Japon, ne seraient pas assez forts pour intervenir dans les affaires européennes.

La désintégration de l'empire des Habsbourg en 1918 et la défaite nazie en 1945 ont ouvert les portes de l'Europe à la Russie. De nos jours, la Russie est la seule puissance militaire du continent européen. Mais pourquoi les Russes s'acharnent-ils tellement à conquérir et à l'annexer ? Ils n'ont certainement pas besoin des ressources de ces pays. De même, Staline n'était pas mû par l'idée que de telles conquêtes pourraient accroître sa popularité auprès des masses russes. Ses sujets étaient différents à l'égard de la gloire militaire.

Ce ne sont pas les masses que Staline désirait concilier par sa politique agressive, mais ce sont les intellectuels. Car leur orthodoxie marxiste, le vrai fondement de la puissance soviétique, était en jeu.

Ces intellectuels marxistes avaient l'esprit assez étroit pour absorber des modifications de la foi marxiste qui étaient en réalité un abandon des théories essentielles du matérialisme dialectique, du moment que ces modifications flattaient leur chauvinisme russe. Ils avalèrent la doctrine que leur sainte Russie pouvait franchir d'un bond l'une des étapes indispensables de l'évolution économique décrite par Marx. Ils s'enorgueillirent d'être l'avant-garde du prolétariat et de la révolution mondiale, avant-garde qui, en réalisant le socialisme d'abord

dans un pays seulement, était un exemple glorieux pour toutes les autres nations. Mais il est impossible de leur expliquer pourquoi les autres nations ne rejoignent pas finalement la Russie. Dans les écrits de Marx et d'Engels que l'on ne peut pas leur enlever, ces intellectuels découvrent que les pères du marxisme avaient considéré la Grande-Bretagne et la France, et même l'Allemagne, comme les pays les plus avancés au point de vue de la civilisation et de l'évolution du capitalisme. Ces étudiants des universités marxistes sont peut-être trop bornés pour comprendre les doctrines philosophiques et économiques de l'évangile marxiste. Mais ils ne sont pas trop bornés pour voir que Marx considérerait ces pays occidentaux comme plus avancés que la Russie.

Quelques-uns de ces étudiants de politique économique et de statistique commencent ensuite à soupçonner que le niveau de vie des masses est plus élevé dans les pays capitalistes que dans leur propre pays. Comment expliquer cela ? Pourquoi les conditions sont-elles beaucoup plus avantageuses aux États-Unis qui, — bien que les premiers dans le domaine de la production capitaliste — sont les plus arriérés pour ce qui est du réveil de la conscience de classe des prolétaires ?

On ne peut pas échapper aux déductions qui résultent de ces faits. Si les pays les plus avancés n'adoptent pas le communisme et se portent assez bien sous le capitalisme, si le communisme se limite à un pays que Marx considérerait comme arriéré et ne produit pas des richesses pour tous, n'en faut-il

pas conclure que le communisme est une caractéristique des pays arriérés et qu'il aboutit à la pauvreté générale. Un patriote russe ne doit-il pas avoir honte que son pays se soit voué à ce système ?

De telles pensées sont très dangereuses dans un pays despotique. Quiconque oserait les exprimer, serait liquidé sans merci par la G.P.U. Mais même inexprimés, ces pensées se présentent nécessairement à l'esprit des hommes intelligents. Elles troublent le sommeil des fonctionnaires supérieurs et peut-être même celui du grand dictateur. La police a sans doute la puissance d'écraser chaque adversaire. Mais des considérations d'opportunité ne permettent pas d'exterminer toutes les personnes quelque peu judicieuses et de gouverner le pays seulement avec de stupides imbéciles.

Voilà la vraie crise du marxisme russe. Chaque journée qui passe sans amener la révolution mondiale ne fait que l'aggraver. Les soviets doivent conquérir le monde, sinon ils sont menacés par une défection de « l'intelligentsia ». C'est le souci que lui cause la situation idéologique de ses esprits les plus intelligents qui pousse la Russie communiste vers les continuelles agressions.

5.

L'HÉRÉSIE DE TROTSKY

La doctrine dictatoriale telle qu'elle est adoptée par les bolchéviques russes, les fascistes italiens et les nazis allemands implique tacitement qu'il ne peut y avoir de désaccord quant à la question qui devra être le dictateur. Les forces mystiques qui dirigent le cours des événements historiques désignent le chef providentiel. Tous les hommes justes sont tenus de se soumettre aux décrets insondables de l'histoire et de plier les genoux devant le trône de l'homme de la destinée. Ceux qui refusent de le faire sont des hérétiques, des gredins abjects qui doivent être « liquidés ».

En réalité, c'est le candidat qui réussit à exterminer à temps tous ses rivaux et leurs aides, qui s'empare du pouvoir dictatorial. En massacrant tous ses compétiteurs, le dictateur se fraye son chemin vers le pouvoir suprême. Il maintient sa position éminente en liquidant tous ceux qui pourraient éventuellement la lui disputer. L'histoire de tous les despotismes orientaux ainsi que les expériences des dictatures contemporaines en sont un témoignage.

Lorsqu'en 1924 Lénine mourut, Staline supplantait Trotsky, son adversaire le plus dangereux. Trotzky put s'enfuir, passer des années à l'étranger en différents pays d'Europe, d'Asie et d'Amérique

pour être finalement assassiné à Mexico City. Staline resta le souverain absolu.

Trotsky avait été un intellectuel du type marxiste orthodoxe. Comme tel il essayait de représenter sa querelle personnelle avec Staline comme un conflit de principes. Il essayait d'établir une doctrine trotskiste différente de celle de Staline. Il stigmatisait la politique de Staline en disant que c'était une apostasie à l'égard du legs sacré de Marx et de Lénine. Staline rétorqua de la même manière. En réalité cependant, le conflit était une rivalité entre les deux hommes et non pas un conflit d'idées et de principes opposés. Il existait bien entre eux un désaccord d'importance mineure quant aux méthodes tactiques. Mais Staline et Trotsky étaient d'accord sur tous les points essentiels.

Avant 1917, Trotsky avait vécu pendant plusieurs années dans des pays étrangers et s'était familiarisé quelque peu avec les langues principales des peuples de l'occident. Il se fit passer pour un expert en matières internationales. En réalité, il ne savait pas grand-chose de la civilisation, des idées politiques et des conditions économiques de l'occident. En tant qu'exilé errant, il ne s'était mû que dans les cercles de ses camarades, exilés comme lui. Les seuls étrangers qu'il avait pu rencontrer de temps en temps dans les cafés et les clubs, étaient des doctrinaires radicaux qui, du fait de leur parti pris marxiste, étaient incapables de voir la réalité. Les livres et les périodiques marxistes avaient été sa principale lecture. Il méprisait tous les autres écrits en tant que littérature « bourgeoise ». Il était tout à

fait inapte à voir les choses sous un autre angle que de celui du marxisme. Tout comme Marx, il était prêt à interpréter toute une grande grève et toute émeute de moindre importance comme le présage de l'avènement de la grande révolution finale.

Staline était un Géorgien très peu cultivé. Il ne possédait la moindre notion d'une langue occidentale. Il ne connaissait ni l'Europe, ni l'Amérique. Même ses succès en tant qu'auteur marxiste doivent être mis en doute. Mais c'était précisément le fait qu'il n'avait par été instruit dans les dogmes marxistes, bien qu'il fût un partisan inébranlable du communisme, qui le rendit supérieur à Trotsky. Staline pouvait voir les choses telles qu'elles étaient réellement sans être trompé par les faux principes du matérialisme dialectique. S'il devait faire face à un problème, il n'en cherchait pas l'interprétation dans les écrits de Marx et d'Engels. Il se fiait au bon sens. Il était suffisamment judicieux pour discerner que la politique de la révolution mondiale, telle qu'elle avait été inaugurée par Lénine et Trotsky en 1917, avait échoué complètement en dehors des frontières de Russie.

En Allemagne, les communistes, guidés par Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, furent écrasés par des détachements de l'armée régulière et par des volontaires nationalistes dans une bataille sanglante livrée en janvier 1919 dans les rues de Berlin. De même, la prise de pouvoir communiste à Munich au printemps de 1919 et l'émeute Hölz en mars 1921 finirent dans le désastre. En Hongrie, les communistes furent battus en 1919 par Horthy,

Gömbös et l'armée roumaine. En Autriche, divers complots communistes échouèrent en 1918 et 1919 ; en juillet 1927, un violent soulèvement fut aisément réprimé par la police de Vienne. En 1920, l'occupation des fabriques en Italie se solda par un échec total. En France et en Suisse, la propagande communiste semblait être très puissante dans les premières années qui suivirent l'armistice de 1918, mais elle s'évaporait vite. En 1926, la grève générale proclamée en Grande-Bretagne par les syndicats de travail eut un échec lamentable.

Trotsky était tellement aveuglé par son orthodoxie qu'il refusait d'admettre que les méthodes bolchéviques avaient échoué. Mais Staline le comprenait très bien. Il n'abandonnait pas l'idée de provoquer des soulèvements dans tous les pays étrangers et de conquérir le monde entier pour les soviets. Mais il savait bien qu'il était nécessaire d'ajourner l'agression pendant quelques années et de recourir pour son exécution à des méthodes nouvelles. Trotsky avait tort d'accuser Staline d'étrangler le mouvement communiste en dehors de la Russie. Ce que Staline faisait réellement c'était d'employer d'autres moyens en vue d'atteindre des buts qui lui sont communs avec tous les autres marxistes.

Staline, en tant qu'exégète des dogmes marxistes, était certainement inférieur à Trotsky. Mais en tant que politicien, il surpassait de loin son rival. Le bolchévisme doit ses succès tactiques dans la politique mondiale à Staline et non à Trotsky.

Dans le domaine de la politique intérieure, Trotzky eut recours aux tours éprouvés et traditionnels que les marxistes avaient toujours employés dans leurs critiques des mesures socialistes adoptés par d'autres partis. Quoi que fit Staline, ce n'était pas le vrai socialisme ou le communisme, mais c'en était le contraire, une monstrueuse déformation des nobles principes de Marx et de Lénine. Tous les résultats désastreux du contrôle public de la production et de la distribution tels qu'ils apparurent en Russie, étaient causés selon Trotzky, par la politique de Staline. Ils ne constituaient pas des conséquences inévitables des méthodes communistes. Ils étaient des phénomènes résultant du stalinisme et non pas du communisme. C'était à Staline tout seul qu'incombait la faute d'une bureaucratie absolutiste et irresponsable l'emportait, qu'une classe d'oligarques privilégiés vivaient dans l'opulence alors que les masses végétaient au bord de la famine, qu'un régime de terroristes exécutait la vieille garde des révolutionnaires et condamnait des millions aux travaux forcés dans des camps de concentration, que la police secrète était omnipotente, que les syndicats des travailleurs étaient sans puissance, que les masses étaient privées de tous les droits et de toutes les libertés. Staline n'était pas un champion de la société égalitaire et sans classes. Il était le pionnier d'un retour aux pires méthodes de gouvernement et d'exploitation au profit d'une classe. Une nouvelle classe régnante d'environ 10% de la population opprimait et exploitait impitoya-

blement l'immense majorité des prolétaires qui peinaient durement.

Trotsky était bien embarrassé pour expliquer comment tout cela avait pu être accompli par un homme et quelques sycophantes. Où étaient les « forces productives matérielles », dont on parlait tant dans le matérialisme historique de Marx, qui — « indépendamment des volontés des individus » — déterminent le cours des événements humains « avec l'inexorabilité d'une loi de la nature » ? Comment un homme pouvait-il être à même de modifier la « superstructure juridique et politique » qui est établie uniquement et inaltérablement par la structure économique de la société ? Même Trotsky avouait qu'en Russie les moyens de production n'étaient pas du domaine de la propriété privée. Dans l'empire de Staline, la production et la distribution sont contrôlées entièrement par la « société ». D'après un dogme fondamental du marxisme, la superstructure d'un tel système doit nécessairement apporter la félicité du paradis terrestre. Les doctrines marxistes n'admettent pas une interprétation qui blâme des individus pour un procès dégénérateur qui pourrait convertir les bienfaits du contrôle public de l'économie en un mal. Un marxiste conséquent — si la conséquence était compatible avec le marxisme — devrait admettre que le système politique de Staline était la superstructure nécessaire du communisme.

Tous les points essentiels du programme de Trotsky s'accordaient entièrement avec la politique de Staline. Trotsky préconisait l'industrialisation

de la Russie. C'est à cela qu'aspirait le plan quinquennal de Staline. Trotzky préconisait la collectivisation de l'agriculture. Staline établissait le « kolkhoze » et liquidait les Koulaks. Trotzky favorisait l'organisation d'une grande armée. Staline organisait une telle armée. Trotzky, alors qu'il était encore au pouvoir, n'était pas un ami de la démocratie. Il était, au contraire, un partisan fanatique de l'oppression dictatoriale de tous les « saboteurs ». En fait, il ne pouvait prévoir que le dictateur pourrait le considérer lui, Trotzky, l'auteur des tracts marxistes et le vétéran de la glorieuse extermination des Romanov, comme le plus méchant des saboteurs. Comme tous les autres défenseurs de la dictature, il pensait que le dictateur, ce serait lui-même ou l'un de ses amis intimes.

Trotzky était un critique du bureaucratisme. Mais il n'allait pas jusqu'à suggérer une autre méthode pour la conduite des affaires dans un système socialiste. Ou bien entreprise privée qui recherche son profit ; ou bien gestion bureaucratique des affaires, il n'y a pas d'autre alternative¹.

En réalité, Trotzky ne pouvait reprocher qu'une faute à Staline : que lui, Staline, était le dictateur et non pas Trotzky lui-même. Dans leur querelle, tous les deux avaient raison. Staline avait raison de prétendre que son régime incarnait les principes communistes. Trotzky avait raison d'affirmer que le régime de Staline avait fait un enfer de la Russie.

¹ Cf. Mises, *La Bureaucratie*.

Le trotskyisme ne disparaissait pas intégralement avec Trotzky. En France, également, le boulangisme avait survécu pendant quelque temps à la fin du général Boulanger. En Espagne il y a encore des carlistes bien que la ligne de Don Carlos soit éteinte. De tels mouvements posthumes sont naturellement voués à l'échec.

Mais dans tous les pays, il y a des hommes qui s'effrayent, lorsqu'ils sont confrontés avec le vrai visage du communisme, bien que ces hommes se soient voués fanatiquement à l'idée d'un planisme qui embrasse tout, c'est-à-dire que tous les moyens de production doivent être la propriété publique. Ces hommes sont désappointés. Ils rêvent du jardin d'Eden. Pour eux, le communisme ou le socialisme, implique une vie aisée et pleine de richesses ainsi que la complète jouissance de toutes les libertés et de tous les plaisirs. Ils ne peuvent comprendre les contradictions inhérentes à l'usage qu'ils se font de la société communiste. Ils ont avalé sans critiquer toutes les folles visions de Charles Fourier et toutes les absurdités de Veblen. Ils croient fermement à l'affirmation d'Engels que le socialisme constituera un royaume de liberté illimitée. Ils accusent le capitalisme d'être la cause de toutes les choses qu'ils n'aiment pas et sont entièrement convaincus que le socialisme les délivrera de tous les maux. Ils imputent leurs propres échecs et frustrations au manque d'honnêteté de ce terrible système de la concurrence et attendent que le socialisme leur assigne cette position éminente et ce haut revenu qui, de droit, leur sont dus. Ils sont des cen-

drillons qui soupirent après le prince charmant qui reconnaîtra leurs mérites et leurs vertus. Leur aversion du capitalisme et leur culte du communisme les consolent. Ils les aident à cacher à eux-mêmes leur propre infériorité et à blâmer le « système » pour leurs propres insuffisances.

En préconisant la dictature, ces hommes préconisent toujours la dictature de leur propre clique. Lorsqu'ils demandent la planification, ils ont toujours en vue leur propre plan en non pas celui des autres. Ils n'admettront jamais qu'un régime socialiste ou communiste soit un socialisme ou un communisme authentique, s'il ne leur assigne pas la position la plus éminente et le revenu le plus élevé. D'après eux, le trait essentiel du vrai et authentique communisme réside dans le fait que toutes les affaires sont conduites précisément conformément à leur propre volonté et que tous ceux qui ne sont pas d'accord, seront forcés à se soumettre.

C'est un fait que la majorité de nos contemporains est imbus d'idées socialistes et communistes. Mais cela ne veut pas dire qu'ils s'entendent parfaitement sur leurs projets relatifs à la socialisation des moyens de production et au contrôle public de la production et de la distribution. Au contraire, chaque clan s'oppose fanatiquement aux plans de tous les autres groupes socialistes. Les diverses sectes socialistes se livrent des combats acharnés.

Si le cas de Trotsky — et le cas analogue de Gregor Strasser dans l'Allemagne nazie — étaient des cas isolés, on n'aurait pas besoin de s'occuper d'eux. Mais ils ne sont pas des incidents acciden-

tels. Ils constituent des cas typiques. Si l'on les étudie, on découvre les causes psychologiques qui expliquent pourquoi le socialisme est populaire et irréalisable à la fois.

6.

LA LIBÉRATION DES DÉMONS

L'histoire de l'humanité, c'est l'histoire des idées. Car ce sont les idées, les théories et les doctrines qui guident les actions humaines et déterminent les fins dernières auxquelles les hommes aspirent et le choix des moyens qu'ils mettent en oeuvre pour atteindre ces fins. Les événements sensationnels qui suscitent les émotions et retiennent l'intérêt d'observateurs superficiels, ne constituent que l'achèvement de changements idéologiques. Des transformations inattendues et profondes dans les affaires de l'humanité n'existent pas. Ce qu'on désigne, en des termes plutôt trompeurs, par « un tournant dans l'histoire », n'est que l'entrée en scène de forces qui ont été longtemps au travail derrière la scène. De nouvelles idéologies, qui depuis longtemps avaient déjà supplanté les anciennes, jettent leur dernier voile, et même les personnes les moins intelligents s'aperçoivent des changements qu'elles n'avaient pas remarqués avant.

Dans ce sens, la prise du pouvoir par Lénine en octobre 1917, peut certainement être qualifiée de tournant. Mais sa signification différerait considérablement de celle que les communistes lui attribuent.

La victoire des soviets ne jouait qu'un rôle de moindre importance dans l'évolution vers le socialisme. La politique pro-socialiste des pays indus-

triels de l'Europe centrale et occidentale avait, à cet égard, ces conséquences plus graves. Le plan de sécurité sociale de Bismarck frayait un chemin plus large au socialisme que l'expropriation des usines russes en retard sur leur temps. Les chemins de fer nationaux de Prusse avaient fourni le seul exemple d'une entreprise d'État qui, pour quelque temps du moins, avait évité une faillite financière manifeste. Déjà avant 1914, les Anglais avaient adopté des parties essentielles du système allemand de sécurité sociale. Dans tous les pays industriels, les gouvernements suivaient une politique qui devait finalement aboutir au socialisme. Durant la guerre, la plupart de ces pays s'étaient engagés dans ce qu'on appelait le socialisme de guerre. Le programme allemand de Hindenburg qui, du fait de la défaite allemande, n'avait pu être exécuté intégralement, n'était pas moins radical, mais beaucoup mieux conçu que le plan quinquennal russe dont on parlait tant.

Les méthodes russes ne pouvaient être d'aucune utilité aux socialistes dans les pays de l'occident à prédominance industrielle. Pour ces pays, il était indispensable de produire des biens pour l'exportation. Ils ne pouvaient adopter le système russe de l'autarcie économique. La Russie n'avait jamais exporté des produits manufacturés en des quantités dignes d'être mentionnées. Sous le régime soviétique, elle se retirait presque entièrement du marché mondial des céréales et des matières premières. Même des socialistes fanatiques devaient admettre que l'occident ne pouvait rien apprendre de la

Russie. Il est manifeste que les accomplissements technologiques, dont les soviets se vantaient, n'étaient que de maladroites imitation des choses accomplies à l'ouest. Lénine définissait le communisme comme étant « la puissance soviétique plus l'électrification ». Or, l'électrification n'était certainement pas d'origine russe et les nations occidentales surpassent la Russie dans le domaine de l'électrification autant que dans toutes les autres branches de l'industrie.

La vraie signification de la révolution de Lénine se montre dans le fait qu'elle fit jaillir le principe de la violence et de l'oppression illimitées. Elle niait tous les idéals politiques qui, pendant trois mille ans, avaient guidé l'évolution de la civilisation occidentale.

L'État et le gouvernement ne sont rien d'autre que l'appareil social de coercition et de suppression violentes. Un tel appareil, la police, est indispensable pour empêcher des bandes et des individus antisociaux de détruire la coopération sociale. Empêcher et supprimer violemment des activités antisociales, c'est rendre service à la société entière et à chacun de ses membres. Mais la violence et l'oppression sont néanmoins des maux et corrompent ceux qui sont chargés de les appliquer. Il est nécessaire de restreindre la puissance des magistrats afin qu'ils ne deviennent pas des despotes absolus. La société ne peut exister sans un appareil de violence coercition. De même, elle ne peut exister si les fonctionnaires sont des tyrans indispensables et libres de nuire à ceux qui leur déplaisent.

Il est de la fonction sociale des lois de réprimer l'arbitraire de la police. Le règne de la loi restreint autant que possible l'arbitraire des fonctionnaires. Il limite strictement leur pouvoir arbitraire et, de cette façon, assigne aux citoyens une sphère à l'intérieur de laquelle ils sont libres d'agir sans en être empêchés par une ingérence de la part du gouvernement. La liberté signifie toujours liberté vis-à-vis de l'ingérence de la police. Dans la nature, la liberté n'existe pas. Il n'y a que la stricte rigidité des lois de la nature, auxquelles les hommes doivent se soumettre sans conditions, s'ils veulent atteindre leurs moindres buts. De même, il n'y avait pas de liberté dans les conditions paradisiaques imaginaires, qui, d'après le verbiage fantaisiste de beaucoup d'auteurs, ont précédé l'établissement de l'organisation sociale. Là où il n'y a pas de gouvernement, chacun est à la merci du voisin le plus fort. La liberté ne peut être réalisée qu'à l'intérieur d'un État qui est prêt à empêcher un gangster de tuer et de piller ses concitoyens plus faibles. Mais seul le règne de la loi empêche les gouvernants de devenir les pires des gangsters.

Les lois établissent des normes d'action légitime. Elles fixent les procédures requises pour l'abrogation et la modification des lois existantes et pour la promulgation de lois nouvelles. Elles déterminent également les procédures requises pour l'application des lois dans des cas définis, la juste application de la loi. Elles établissent les cours et les tribunaux. C'est ainsi qu'elles s'appliquent à

éviter une situation dans laquelle les individus sont à la merci des gouvernants.

Des hommes mortels peuvent se tromper, et les législateurs et les juges sont des hommes mortels. Il peut arriver à différentes reprises que les lois valides ou leur interprétation par les cours empêchent les organes exécutifs de recourir à des mesures susceptibles d'être salutaires. Cependant, il ne peut en résulter un grand mal. Si les législateurs reconnaissent la déficience des lois valides, ils peuvent les modifier. C'est certainement un mal qu'un criminel puisse quelquefois échapper à sa punition, parce qu'il subsiste une échappatoire dans la loi, ou parce que le procureur a négligé quelques formalités. Mais c'est le moindre mal si l'on le aux conséquences provenant du pouvoir arbitraire illimité d'un despote « bienveillant ».

C'est précisément ce point que des individus antisociaux manquent de voir. De tels hommes condamnent le formalisme de l'exacte application de la loi. Pourquoi des lois devraient-elles empêcher le gouvernement de recourir à des mesures salutaires ? N'est-ce pas du fétichisme que de rendre ces lois suprêmes et non pas le salut public ? Ils préconisent de substituer à l'État constitutionnel gouverné par le règne de la loi (Rechtsstaat) le « Welfare-State » (Wohlfahrtsstaat). Dans cet « État de la prospérité sociale », un gouvernement paternel devrait être libre d'accomplir toutes les choses qu'il croit salutaires à la collectivité. Aucun « morceau de papier » ne devrait retenir un gouvernant éclairé dans ses efforts de faire avancer le bien-être

général. Tous les adversaires devraient être exterminés sans merci, afin qu'ils ne contrecarrent par les actions si salutaires du gouvernement. Aucune formalité vide ne devrait les protéger plus longtemps contre leur punition bien méritée.

Il est d'usage d'appeler le point de vue des défenseurs de l'« État de la prospérité sociale » le point de vue « social », afin de le distinguer du point de vue « individualiste » et « égoïste » des champions du règne de la loi. En réalité cependant, les partisans de l'« État de la prospérité sociale » sont des hommes tout à fait antisociaux et des fanatiques intolérants. Car leur idéologie implique tacitement que le gouvernement fera exactement ce qu'ils jugent eux-mêmes juste et salutaire. Ils rejettent la possibilité d'un désaccord sur la question de savoir ce qui est juste et utile, et ce qui ne l'est pas. Ils préconisent un despotisme éclairé, mais ils sont convaincus que le despotisme éclairé se conformera pour chaque détail à l'opinion qu'ils ont sur les mesures à adopter. Ils favorisent le régime planifié, mais ils n'ont en vue que leurs propres plans, ceux de leurs concitoyens ne comptent pas. Ils désirent exterminer tous les adversaires, c'est-à-dire tous ceux qui ne sont pas d'accord avec eux. Ils sont excessivement intolérants et ne sont pas prêts à autoriser la moindre dissension. Tout défenseur de l'« État de la prospérité sociale » et du régime planifié est un dictateur en puissance. Il projette de priver tous les autres hommes de leurs droits et d'établir sa propre omnipotence absolue et celle de ses amis. Il refuse de persuader ses concitoyens.

Il préfère les « liquider ». Il méprise la société « bourgeoise » qui respecte la loi et la procédure légale. Quant à lui, il adore la violence et l'effusion de sang.

Le conflit inconciliable de ces deux doctrines, règne de la loi contre « État de la prospérité sociale », était en jeu dans tous les combats que les hommes ont menés pour la liberté. C'était une longue et dure évolution. Les champions de l'absolutisme, à la longue, triomphaient à plusieurs reprises. Mais finalement le règne de la loi prédominait dans la sphère de la civilisation occidentale. Le règne de la loi, ou le gouvernement limité, sauvegardé par des constitutions et les « droits de l'homme », constitue la marque caractéristique de cette civilisation. Le règne de la loi amenait les magnifiques accomplissements du capitalisme moderne et de sa « superstructure » — comme diraient les marxistes invétérés — la démocratie. Il assurait un bien-être sans précédent à une population qui grandissait continuellement. De nos jours, les masses des pays capitalistes jouissent d'un standard de vie de beaucoup supérieur à celui des classes aisées des temps passés.

Tous ces accomplissements n'ont pas gêné les défenseurs du despotisme et du planisme. Il aurait cependant été absurde de la part des champions du totalitarisme de révéler ouvertement les inévitables conséquences dictatoriales de leurs efforts. Au XIX^e siècle, les idées de liberté et du règne de la loi avaient gagné un tel prestige qu'il semblait osé de les attaquer ouvertement. L'opinion publique était

fermement convaincue qu'il en était fait du despotisme et qu'il ne pouvait plus être rétabli. Même le czar de la Russie barbare n'était-il pas forcé d'abolir le servage, d'établir des cours de jurés, d'accorder une liberté limitée à la presse et de respecter les lois ?

Ainsi, les socialistes recouraient à une ruse. Ils continuaient à discuter dans leurs cercles ésotériques l'avènement de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire la dictature des idées propres de chaque auteur socialiste. Mais ils tenaient un autre langage au grand public. Le socialisme, disaient-ils, instituera la vraie et entière liberté ainsi que la démocratie. Il écartera toutes les sortes de compulsion et de coercition. L'État « déperira ». Dans la communauté socialiste de l'avenir, il n'y aura ni juges, ni agents de police, ni prison, ni potence.

Mais les bolchéviques ôtaient le masque. Ils étaient pleinement convaincus que le jour de leur victoire finale et inébranlable avait fait son apparition. Le dissimuler plus longtemps n'était ni possible, ni requis. On pouvait prêcher ouvertement l'évangile de l'effusion de sang. Il trouvait une sympathie enthousiaste parmi tous les hommes de lettres dégénérés et les intellectuels de salon qui, durant de nombreuses années, s'étaient passionnés pour les écrits de Sorel et de Nietzsche. Les fruits de « la trahison des clercs »¹ se pourraient de maturité. Les jeunes gens qui avaient été nourris des

¹ Cf. Benda, *La Trahison des clercs*, Paris, 1927.

idées de Carlyle et de Ruskin étaient prêts à saisir les rênes du pouvoir.

Lénine n'avait pas été le premier usurpateur. Beaucoup de tyrans l'avaient précédé. Mais ses prédécesseurs étaient en conflit avec les idées soutenues par leurs contemporains les plus éminents. Ils rencontraient l'opposition de l'opinion publique, parce que leurs principes relatifs au gouvernement contredisaient les principes acceptés du droit et de la légalité. Ils furent méprisés et détestés en tant qu'usurpateurs. Mais l'usurpation de Lénine était vue sous un angle différent. Il était le surhomme brutal après la venue duquel les pseudo-philosophes avaient soupiré. Il était le faux sauveur que l'histoire avait élu pour amener le salut dans l'effusion de sang. N'était-il pas l'adepte le plus orthodoxe du socialisme « scientifique » marxiste ? N'était-il pas l'homme destiné à réaliser les plans socialistes que les faibles hommes d'État des démocraties en décadence étaient trop timides à exécuter ? Tous les hommes bien intentionnés réclamaient le socialisme ; la science le recommandait par la bouche des professeurs infaillibles ; les églises prêchaient le socialisme chrétien ; les travailleurs désiraient ardemment l'abolition du système des salaires et des traitements. Enfin on avait trouvé l'homme susceptible d'accomplir tous ces désirs. Il était assez clairvoyant pour savoir qu'on ne peut faire une omelette sans casser les oeufs.

Un siècle plus tôt, tous les hommes civilisés avaient blâmé Bismarck lorsqu'il déclarait que les grands problèmes de l'histoire doivent être résolus

par le sang et le fer. De nos jours, la majorité des hommes quasi civilisés s'inclinaient devant le dictateur qui était prêt à verser beaucoup plus de sang que Bismarck ne l'eût jamais fait.

C'était le vrai sens de la révolution de Lénine. Toutes les idées traditionnelles de droit et de légalité furent renversées. Au règne de la loi fut substitué le règne de la violence et de l'usurpation sans bornes. « L'horizon étroit de la légalité bourgeoise », comme Marx l'avait baptisé, fut abandonné. Dorénavant, aucune loi ne pouvait limiter plus longtemps la puissance des élus. Ils étaient libres de tuer *ad libitum*. Les impulsions innées des hommes vers l'extermination violente de tous ceux qu'ils n'aiment pas, réprimés par une longue et épuisante évolution, éclataient. Les démons étaient libres. Une ère nouvelle, l'ère des usurpateurs, faisait son apparition. Les gangsters étaient appelés à l'action et ils écoutaient la Voix.

Lénine, bien entendu, n'avait pas l'intention de faire cela. Il ne voulait pas concéder à d'autres les prérogatives qu'il réclamait pour lui-même. Il ne voulait pas accorder à d'autres hommes le privilège de liquider leurs adversaires. C'est lui seul que l'histoire avait élu et à qui elle avait confié le pouvoir dictatorial. Il était le seul dictateur « légitime », parce que — une voix intérieure le lui avait annoncé. Lénine n'était pas assez intelligent pour pressentir que d'autres hommes ayant d'autres croyances, pourraient être assez hardis pour prétendre qu'ils avaient également été désignés par une voix intérieure. Cependant, quelques années

plus tard, deux de ces hommes, Mussolini et Hitler, se firent remarquer.

Il importe qu'on réalise que le fascisme et le nazisme étaient des dictatures socialistes. Les communistes, aussi bien les membres inscrits des partis communistes que les communisants, stigmatisent le fascisme et le national-socialisme comme étant l'étape la plus élevée, la dernière et la plus dépravée du capitalisme. Ceci est en parfait accord avec leur habitude d'appeler mercenaire du capitalisme tout parti — même les sociaux démocrates allemands, le parti classique du marxisme — qui ne se soumet pas entièrement aux ordres de Moscou.

Il est d'une conséquence beaucoup plus grande que les communistes ont réussi à changer la signification sémantique du terme fascisme. Le fascisme, comme il sera montré plus loin, était une variété de socialisme italien. Il était adapté aux conditions particulières des masses de l'Italie surpeuplée. Il n'était pas un produit de la pensée de Mussolini et il survivra à la chute de Mussolini. Les politiques étrangères du fascisme et du nazisme, dès leurs premiers débuts, avaient été opposés plutôt l'une à l'autre. Le fait que les nazis et les fascistes coopéraient étroitement après la guerre d'Éthiopie et étaient alliés dans la deuxième guerre mondiale, n'effaçait pas plus les différences entre ces deux théories que l'alliance entre la Russie et les États-Unis n'effaçait les différences entre le système soviétique et le système économique américain. Le fascisme et le nazisme pratiquaient tous les deux le principe soviétique de dictature et d'oppression

violente à l'égard des dissidents. Si l'on veut ranger le fascisme et le nazisme dans la même catégorie de systèmes politiques, il faut appeler cette catégorie régime *dictatorial* et l'on ne doit pas négliger de ranger les soviets dans la même catégorie.

Ces dernières années, les innovations sémantiques des communistes sont même allées plus loin. Ils appellent fascistes chacun qu'ils n'aiment pas, chaque défenseur du système de la libre entreprise. D'après eux, le bolchévisme est le seul système vraiment démocratique. Tous les pays et tous les partis non-communistes sont essentiellement non-démocratiques et fascistes.

Certes, quelquefois des non-socialistes — les derniers vestiges de la vieille aristocratie — jouaient aussi avec l'idée d'une révolution aristocratique, façonnée d'après le modèle de la dictature russe. Lénine avait ouvert leurs yeux. Quelles dupes, gémirent-ils, nous avons été. Nous nous sommes laissés tromper par les slogans de la bourgeoisie libérale. Nous avons cru qu'il n'était pas permis de dévier du règne de la loi et d'écraser sans merci ceux qui défiaient nos droits. Combien bêtes étaient ces Romanov d'accorder à leurs ennemis mortels les faveurs d'une juste procédure judiciaire ! Si quelqu'un suscite la suspicion de Lénine, c'en est fait de lui. Lénine n'hésite pas à exterminer sans aucune forme de procès chacun de ses sujets qu'il soupçonne, voire tous ses parents et amis. Mais les czars craignaient superstitieusement de contrevenir aux règles établies par les morceaux de papier qu'on appelait lois. Lorsque Alexandre

Ulyanov conspira contre la vie du czar, il fut exécuté tout seul ; son frère Vladimir fut épargné. De cette façon, Alexandre III conservait la vie d'Ulyanov-Lénine, l'homme qui extermina impitoyablement son fils, sa belle-fille et leurs enfants et, avec eux, tous les membres de la famille qu'il put saisir. N'était-ce pas la politique la plus stupide et la plus mortelle ?

Cependant, aucune action ne pouvait résulter de ces vieux conservateurs qui rêvaient les yeux ouverts. Ils n'étaient qu'un petit groupe de mécontents sans puissance. Ils n'étaient pas soutenus par des forces idéologiques et ils n'avaient pas de partisans.

C'était l'idée d'une telle révolution aristocratique qui animait le Stahlhelm allemand et les Cagou-lards français. Le Stahlhelm fut tout simplement dispersé par l'ordre d'Hitler. Le gouvernement français put emprisonner aisément les Cagou-lards avant qu'ils n'eussent la moindre occasion de faire du mal.

Le régime de Franco se rapproche le plus d'une dictature aristocratique. Mais Franco était uniquement un fantoche de Mussolini et d'Hitler qui désiraient s'assurer l'aide espagnole en vue de la guerre imminente contre la France ou du moins la neutralité « amicale » de l'Espagne. Du fait de la mort de ses protecteurs, il doit ou bien adopter les méthodes de gouvernement occidentales, ou bien s'attendre à être écarté du pouvoir.

La dictature et l'oppression violente de tous les dissidents sont de nos jours exclusivement des insti-

tutions socialistes. Nous comprenons cela en examinant de plus près le fascisme et le nazisme.

7.

LE FASCISME

Lorsqu'en 1914 la guerre éclata, le parti socialiste italien était divisé quant à la politique à adopter.

Un premier groupe se cramponna aux principes du marxisme. D'après lui, c'était une guerre de capitalistes. Il ne sied pas aux prolétaires de se ranger du côté de l'un des deux partis belligérants. Les prolétaires doivent attendre la grande révolution, la guerre civile des socialistes unis contre les exploités unis. Ils doivent prendre fait et cause pour la neutralité italienne.

Le second groupe fut touché profondément par la haine traditionnelle contre l'Autriche. Dans leur opinion, la première tâche des Italiens consistait à libérer leurs frères « non rachetés ». Ce n'est qu'alors que poindrait le jour de la révolution socialiste.

Dans ce conflit, Benito Mussolini, l'homme le plus en vogue du socialisme italien, choisit d'abord la position marxiste orthodoxe. Nul ne put dépasser le zèle marxiste de Mussolini. Il était le champion intransigeant de la foi pure, le défenseur inflexible des droits des prolétaires exploités, le prophète éloquent de la félicité socialiste à venir. Il était un adversaire pur sang du patriotisme, du nationalisme, de l'impérialisme, du règne monarchique et de toutes les croyances religieuses. Lorsqu'en 1911, l'Italie ouvrit les grandes séries de

guerres en attaquant insidieusement la Turquie, Mussolini organisait de violentes démonstrations contre le départ des troupes pour la Libye. Dans cet ordre d'idées, il marquait, en 1914, la guerre contre l'Allemagne et l'Autriche de guerre impérialiste. Il était alors toujours sous l'influence dominante d'Angelica Balabanoff, la fille d'un propriétaire foncier russe aisé. Mademoiselle Balabanoff l'avait initié aux subtilités du marxisme. À ses yeux, la défaite des Romanov comptait plus que la défaite des Habsbourg. Elle ne sympathisait pas avec le « Risorgimento ».

Mais les intellectuels italiens étaient tout d'abord des nationalistes. Tout comme dans tous les autres pays européens, la plupart des marxistes désiraient ardemment la guerre et ses conquêtes. Mussolini ne voulait nullement perdre sa popularité. Ce qu'il détestait le plus, c'était de ne pas être du côté du parti vainqueur. Il changeait d'avis pour devenir le défenseur le plus fanatique de l'attaque italienne contre l'Autriche. Avec l'aide financière de la France, il fonda un journal pour défendre la cause de la guerre.

Les anti-fascistes blâment Mussolini à cause de cette défection des théories rigides du marxisme. D'après eux, il avait été acheté par les Français. Or, même ces gens-là devraient savoir que la publication d'un journal nécessite des fonds. Eux-mêmes, cependant, ne parlent pas de corruption, si un Américain aisé fournit à un homme l'argent nécessaire ou si des fonds affluent d'une façon mystérieuse dans les firmes d'éditeurs communistes.

C'est un fait que Mussolini entra sur la scène de la politique mondiale comme allié des démocraties, alors que Lénine y fit son entrée en tant qu'allié virtuel de l'Allemagne impériale.

Plus que nul autre, Mussolini était responsable de l'entrée en guerre de l'Italie lors de la première guerre mondiale. Sa propagande dans les journaux lit le gouvernement dans la possibilité de déclarer la guerre à l'Autriche. Ont seulement le droit de trouver des fautes à son attitude durant les années 1914 à 1918 ceux qui réalisent que la désintégration de l'empire austro-hongrois introduisit la ruine de l'Europe. Seuls ces Italiens qui commencent à comprendre que la conservation de l'intégrité de l'État autrichien dont la constitution garantissait des droits égaux à tous les groupes linguistiques était le seul moyen de protéger les minorités de langue italienne dans les districts littoraux de l'Autriche contre l'annihilation menaçante de la part des majorités slaves, sont libres de blâmer Mussolini. Mussolini était l'une des figures les plus misérables de l'histoire, un vantard et un bravache ridicule. Mais le fait subsiste que son premier grand exploit politique trouve l'approbation de tous ses compatriotes et de l'immense majorité de ses détracteurs étrangers.

Lorsque la guerre finissait, la popularité de Mussolini diminuait de plus en plus. Les communistes, devenus populaires du fait des événements de Russie, prenaient le dessus. Mais la grande aventure communiste, l'occupation des usines en 1920, aboutissait à un échec total et les masses

déçues se souvenaient de l'ancien chef du parti socialiste. Elles accouraient au nouveau parti de Mussolini, celui des fascistes. Les jeunes gens acclamaient avec un enthousiasme turbulent le successeur des Césars, comme il se nommait lui-même. Mussolini se vantait plus tard qu'il avait sauvé l'Italie du péril communiste. Ses ennemis mettent passionnément en doute ses prétentions. D'après eux, le communisme, lorsque Mussolini s'empara du pouvoir, avait cessé d'être en Italie un facteur important. Le fait est que l'éviction du communisme enflait les rangs des fascistes et leur permettait de détruire tous les autres partis. La victoire foudroyante des fascistes n'était pas la cause, mais la conséquence de l'échec communiste.

Le programme des fascistes, tel qu'il fut rédigé en 1919, était passionnément anticapitaliste¹. Les « New Dealers » les plus radicaux et même les communistes pourraient l'accepter. Lorsque les fascistes arrivèrent au pouvoir, ils avaient oublié les points de leur programme qui se référaient à la liberté de pensée, de presse et au droit d'assemblée. À cet égard, ils étaient des disciples consciencieux de Boukharine et de Lénine. De plus, ils ne supprimaient pas, comme ils l'avaient promis, les sociétés anonymes industrielles et financières. L'Italie, pour développer ses industries, avait un besoin urgent de crédits étrangers. Le problème principal qui se posait au fascisme durant les premières années de

¹ Ce programme est réimprimé dans le livre du comte Carlo Sforza, *L'Italie contemporaine*.

son règne, consistait à gagner la confiance des banquiers étrangers. Détruire les grandes corporations de l'Italie aurait correspondu à une politique de suicide.

Au début, la politique économique fasciste ne différait pas essentiellement de celle de toutes les autres nations de l'occident. C'était une politique d'interventionnisme. D'année en année, elle s'approchait de plus en plus du modèle du socialisme nazi. Lorsqu'après la défaite de la France, l'Italie entra dans la seconde guerre mondiale, son économie avait déjà été façonnée en majeure partie sur le modèle nazi. La différence fondamentale résidait dans le fait que les fascistes étaient moins efficaces et même plus corrompus que les nazis.

Mais Mussolini ne pouvait rester longtemps sans une philosophie de sa propre invention. Le fascisme se disait être une philosophie nouvelle dont on n'avait encore jamais auparavant entendu parler et qui était inconnue à toutes les autres nations. Il prétendait être l'évangile que l'esprit ressuscité de l'ancienne Rome apportait aux peuples démocrates en décadence dont les ancêtres barbares avaient autrefois détruit l'empire romain. C'était à la fois l'achèvement en tout point du « Rinascimento » et du « Risorgimento », la libération finale du génie latin du joug des idéologies étrangères. Son chef brillant, l'incomparable Duce, était appelé à trouver la solution ultime aux problèmes brûlants de l'organisation économique de la société et de la justice sociale.

Du tas de ferrailles des utopies socialistes rejetées, les savants fascistes récupéraient le projet du « guild socialism ». Le « guild socialism » était très en vogue auprès des socialistes anglais pendant les dernières années de la première guerre mondiale et pendant les premières années qui suivirent l'Armistice. C'était un système tellement impraticable qu'il disparaissait bien vite de la littérature socialiste. Aucun homme d'État sérieux n'avait jamais prêté la moindre attention aux plans contradictoires et confus de ce « guild socialism ». Lorsqu'il fut presque oublié, les fascistes lui attachaient une nouvelle étiquette et proclamaient emphatiquement le *corporatisme* comme la nouvelle panacée sociale. Le public, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Italie, était captivé. D'innombrables livres, des brochures et des articles furent écrits pour glorifier le « *stato corporativo* ». Les gouvernements autrichien et portugais déclaraient bientôt qu'ils adhéraient aux nobles principes du corporatisme. L'encyclique papale *Quadragesimo Anno* (1931) contenait quelques paragraphes, qui pouvaient — mais ne devaient pas nécessairement — être interprétés comme une approbation du corporatisme. En France, ces idées avaient trouvé beaucoup d'adeptes éloquentes.

Tout ne fut que bavardage. Les fascistes ne firent aucun essai pour réaliser le programme corporatiste, « l'autodétermination des intérêts économiques ». Ils changèrent le nom des chambres de commerce en conseils corporatistes. Ils appelèrent *corporazione* les organisations obligatoires des différentes branches d'industrie qui furent des unités

administratives pour l'exécution du modèle du socialisme allemand qu'ils avaient adopté. Mais il n'était jamais question de laisser les « *corporazione* » se gouverner elles-mêmes. Le cabinet fasciste ne tolérerait pas que quelqu'un s'ingérât dans son contrôle autoritaire absolu de la production. Tous les plans, visant à l'établissement d'un système corporatiste, restaient lettre morte.

Le problème principal de l'Italie réside dans sa surpopulation relative. Dans notre ère qui oppose des barrières au commerce et à la migration, les Italiens sont condamnés à vivre continuellement selon un standard de vie plus bas que celui des habitants des pays plus favorisés par la nature. Les fascistes ne voyaient qu'un moyen pour remédier à cette situation malheureuse : la conquête. Ils avaient l'esprit trop étroit pour comprendre que le remède qu'ils recommandaient était faux, et pire que le mal. Ils étaient, d'autre part, si bien aveuglés par leur orgueil et leur présomption qu'ils ne purent réaliser que leurs discours provocateurs étaient tout simplement ridicules. Les étrangers qu'ils défiaient insolemment, savaient très bien combien les forces militaires italiennes étaient peu importantes.

Le fascisme n'était pas, comme s'en vantaient ses défenseurs, un produit original de l'esprit italien. Il prit son début dans une scission qui s'était opérée dans les rangs du socialisme marxiste qui était, sans nul doute, une doctrine importée. Son programme économique avait été emprunté au socialisme allemand non-marxiste et son agressivité avait été copiée également sur des Allemands,

les *Alldeutsche* ou précurseurs pangermaniques des nazis. Sa manière de conduire les affaires gouvernementales fut une imitation de la dictature de Lénine. Le corporatisme, son ornement idéologique si vanté, était d'origine britannique. Le seul ingrédient fasciste provenant du sol italien était le style théâtral de ses processions, de ses spectacles et de ses festivals.

L'épisode fasciste fut de courte durée et prit fin dans le sang, la misère et l'ignominie. Mais les forces qui ont engendré le fascisme ne sont pas mortes. Le nationalisme fanatique est un trait commun à tous les Italiens d'aujourd'hui. Les communistes ne sont certainement pas prêts à renoncer à leur principe d'oppression dictatoriale de tous les dissidents. Les partis catholiques ne préconisent pas non plus la liberté de pensée, de presse ou de religion. En fait, il n'y a en Italie que très peu de gens qui comprennent que la condition préliminaire indispensable à la démocratie et aux droits de l'homme est la liberté économique.

Il se peut que le fascisme soit ressuscité sous peu, sous une nouvelle étiquette et avec de nouveaux slogans et symboles. Si cela est le cas, les conséquences seront fatales. Car le fascisme n'est pas, comme l'avaient proclamé les fascistes, un « nouveau genre de vie »¹, c'est plutôt un ancien genre tendant vers la destruction et la mort.

¹ Cf. par exemple Mario Palmieri, *The Philosophy of Fascism* (Chicago, 1936), p. 248.

8.

LE NAZISME (NATIONAL-SOCIALISME)

La philosophie des nazis, *le parti ouvrier allemand national-socialiste*, constitue la manifestation la plus pure et la plus puissante de l'esprit anticapitaliste et socialiste de notre ère. Ses idées essentielles ne sont ni d'origine allemande ou « aryenne », ni particulières aux Allemands d'aujourd'hui. Dans l'arbre généalogique de la doctrine nazie, des latins tels Sismondi et Georges Sorel et des anglo-saxons tels Carlyle, Ruskin et Houston Stewart Chamberlain étaient plus marquants que n'importe quel Allemand. Même l'ornement idéologique le plus connu du nazisme, la fable de la supériorité de la race aryenne, n'était pas de provenance allemande ; son auteur fut un Français, Gobineau. Des Allemands de descendance juive, tels Lassalle, Lasson, Stahl et Walter Rathenau contribuèrent davantage aux théories essentielles du nazisme que des hommes comme Sombart, Spann et Ferdinand Fried. Le slogan dans lequel les nazis condensèrent leur philosophie économique : *Gemeinnutz vor Eigennutz* (ce qui veut dire : le bien public prime le bien privé) constitue également l'idée sur laquelle se fonde le New Deal américain et l'administration des affaires économiques soviétique. Ce slogan implique que « le monde des affaires », qui ne cherche que son profit, port préjudice aux intérêts vitaux de l'im-

mense majorité et que c'est un devoir sacré du gouvernement populaire d'empêcher par un contrôle public de la production et de la distribution que des profits ne se fassent.

Le seul ingrédient spécifiquement allemand du nazisme était son aspiration vers la conquête de l'espace vital. Mais celui-là également provenait du fait que les nazis avaient accepté les idées qui guidaient la politique des partis les plus influents de tous les autres pays. Ces partis proclament l'égalité de revenu comme étant l'affaire principale. Les nazis font de même. Ce qui caractérise les nazis c'est qu'ils ne sont pas prêts à consentir à une situation dans laquelle les Allemands sont condamnés à être « emprisonnés », comme ils disent, pour toujours dans un espace relativement étroit et surpeuplé dans lequel la productivité du travail doit être moindre que dans les pays relativement sous-peuplés et mieux dotés de ressources naturelles. Ils aspirent à une plus juste distribution de ressources naturelles de la terre. En tant que nation de « havenot » ils voient la richesse de nations plus riches avec les mêmes sentiments que le font beaucoup de gens dans les pays occidentaux à l'égard des revenus plus élevés de leurs compatriotes. Les « progressistes » dans les pays anglo-saxons affirment que « la liberté ne vaut pas grand-chose » pour ceux qui ont été désavantagés par suite de la médiocrité relative de leurs revenus. Les nazis défendent le même point de vue pour ce qui est des relations internationales. À leur avis, la seule liberté qui importe est la « Nahrungsfreiheit » (c'est-à-dire, l'af-

franchissement de la nourriture importée). Ils visent à l'acquisition d'un territoire si grand et si riche en ressources naturelles qu'ils pourraient vivre en autarcie intégrale, sur un standard de vie aussi élevé que celui de toute autre nation. Ils se considèrent comme des révolutionnaires qui combattent pour leurs droits naturels inaliénables contre les privilèges usurpés d'une foule de nations réactionnaires.

Les économistes peuvent facilement faire éclater les erreurs contenues dans les doctrines nazies. Mais ceux qui méprisent les sciences économiques comme « orthodoxes et réactionnaires » et soutiennent fanatiquement les fausses croyances du socialisme et du nationalisme économique, ne pouvaient pas réfuter les erreurs des doctrines nazies. Car le nazisme n'était rien d'autre que l'application logique de leurs propres théories aux conditions particulières de l'Allemagne relativement surpeuplée.

Pendant plus de soixante-dix ans, les professeurs allemands de science politique, d'histoire, de droit, de géographie et de philosophie remplirent ardemment leurs disciples d'une haine hystérique du capitalisme et prêchèrent la guerre de « libération » contre l'ouest capitaliste. Les « socialistes de la chaire » d'Allemagne, tant admirés dans tous les pays étrangers, préparaient la voie aux deux guerres mondiales. Au début de notre siècle, l'immense majorité des Allemands étaient déjà des partisans radicaux du socialisme et du nationalisme agressif. À ce moment, ils s'étaient déjà livrés entièrement aux principes du nazisme. Ce qui manquait et ce

qui fut ajouté plus tard, c'était uniquement le terme pour désigner leur doctrine.

Lorsque la politique soviétique d'extermination en masse de tous les dissidents et de violence impitoyable avait écarté toute gêne à l'égard des meurtres en masse, gêne qui troublait encore quelques Allemands, rien ne pouvait arrêter l'avance du nazisme. Les nazis furent prompts à adopter les méthodes soviétiques. Ils importèrent de Russie : le système du parti unique et la prééminence de ce parti dans la vie politique ; la position souveraine assignée à la police secrète ; les camps de concentration : l'exécution administrative ou l'emprisonnement de tous les adversaires ; l'extermination des familles des suspects ou des exilés ; les méthodes de propagande ; l'organisation à l'étranger de partis affiliés pour l'espionnage et le sabotage et le recours à eux pour combattre leurs gouvernements ; les emplois des services diplomatiques et consulaires pour fomenter des révolutions ; et beaucoup d'autres choses encore. Il n'y eut nulle part des disciples aussi dociles de Lénine, de Trotsky et de Staline que ne le furent les nazis.

Hitler n'était pas le fondateur du nazisme ; il était son produit. Tout comme la plupart de ses collaborateurs, c'était un gangster sadique. Ignorant et sans éducation, il avait même échoué aux examens des échelons inférieurs de l'enseignement secondaire. Il n'eut jamais un emploi honnête. C'est une fable qu'il ait jamais été peintre en bâtiments. Sa carrière militaire dans la première guerre mondiale fut plutôt médiocre. La croix de fer de

première classe lui fut décernée après la fin de la guerre en récompense de ses activités comme agent politique. Il était un maniaque obsédé par la mégalomanie. Mais de savants professeurs nourrissaient son orgueil. Werner Sombart, qui s'était vanté une fois que sa vie était vouée à la tâche de combattre pour les idées de Marx¹. Cet homme que la « American Economic Association » avait élu comme membre honoraire et à qui beaucoup d'universités non-allemandes avaient conféré des titres honorifiques, avait déclaré candidement que « Führertum » signifie une révélation permanente et que le « Führer » reçoit ses ordres directement de Dieu, le « Führer » suprême de l'Univers².

Le plan nazi fut plus vaste et par conséquent plus pernicieux que celui des marxistes. Il visait à abolir la liberté non seulement dans la production de biens matériels, mais aussi dans la production d'hommes. Le Führer n'était pas seulement le directeur général de toutes les industries, mais également le directeur général de la pépinière destinée à produire des hommes supérieurs et à éliminer la souche inférieure. Un plan grandiose d'eugénisme devait être mis en œuvre selon des « principes » scientifiques.

Peu importe que les champions de l'eugénisme prétendent qu'ils n'avaient pas projeté ce que les nazis ont exécuté. L'eugénisme vise à donner à

¹ Sombart, *Das Lebenswerk von Karl Marx*, Iéna, 1909, p. 3.

² Sombart, *A New Social Philosophy*, traduit et édité par K.F. Geiser, Princeton University Press, 1937, p. 194.

quelques hommes, qui seraient soutenus par la police, le contrôle complet de la reproduction humaine. Il suggère d'appliquer aux hommes les méthodes appliquées aux animaux domestiques. C'est précisément ce que les nazis avaient essayé de faire. La seule objection qu'un eugéniste logique puisse élever, c'est que son propre plan diffère de celui des savants nazis et qu'il désire élever un autre type d'hommes que les nazis. Tout comme chaque partisan de l'économie planifiée n'aspire qu'à l'exécution de son propre plan, chaque défenseur de l'eugénisme aspire à l'exécution de son plan pour l'élevage du bétail humain.

Les eugénistes prétendent qu'ils veulent éliminer les individus criminels. Mais pour qualifier un homme de criminel, on se réfère aux lois en vigueur dans le pays, lois qui varient avec les changements qui s'opèrent dans les idéologies sociales et politiques. Jeanne d'Arc, Jean Huss, Giordano Bruno et Galileo Galilei furent des criminels au point de vue des lois que leurs juges appliquèrent. Lorsque Staline vola plusieurs millions de roubles à la banque d'État russe, il commit un crime. Ne pas être d'accord avec Staline quelques années plus tard équivalait à un crime en Russie. Dans l'Allemagne nazie, les rapports sexuels entre « aryens » et les membres d'une race « inférieure », constituaient un crime. Qui, de Brutus ou de César, les eugénistes désirent-ils éliminer ? Tous les deux violèrent les lois de leur pays. Si les eugénistes du XVIII^e siècle avaient empêché les alcooliques d'en-

gendrer des enfants, leur « planification » aurait éliminé Beethoven.

Qu'il soit permis de relever encore une fois qu'il n'y a pas de chose telle qu'un « il le faut » (une nécessité) scientifique. Quels hommes sont des êtres supérieurs et quels autres sont des êtres inférieurs, voilà ce qu'on ne peut décider que par des jugements de valeurs personnels, qui ne sont pas soumis à une vérification ou à une falsification. Les eugénistes se font des illusions lorsqu'ils pensent qu'ils seront appelés à décider quelles qualités devront être conservées dans le « bétail humain ». Ils ne sont pas assez intelligents pour prendre en considération la possibilité que d'autres gens pourraient faire leur choix d'après leurs propres jugements de valeur¹. Aux yeux des nazis le tueur brutal, la « bête blonde », est le spécimen le plus parfait de l'humanité.

Les massacres en masse, commis dans les camps d'horreur nazis sont trop horribles pour pouvoir être décrits adéquatement par des paroles. Mais ils étaient l'application logique et nécessaire de doctrines qui se vantaient d'être de la science appliquée et qui furent approuvées par quelques hommes qui, dans un secteur des sciences naturelles, ont déployé beaucoup de finesse et d'habileté technique dans le domaine des recherches de laboratoire.

¹ Cf. La critique dévastatrice de l'eugénisme racial par H.S. Jennings, *The Biological Basis of Human Nature*, New York, 1930, pp. 223 à 252.

LES ENSEIGNEMENTS DE L'EXPÉRIENCE SOVIÉTIQUE

Beaucoup de gens dans le monde entier affirment que « l'expérience » soviétique a fourni une preuve concluante en faveur du socialisme et réfuté tout, ou du moins la plus grande partie des objections soulevées contre lui. D'après ces gens, les faits parlent pour eux-mêmes. Il n'est plus permis de prêter la moindre attention au raisonnement contrefait et à priori des économistes bourgeois qui critiquent les plans socialistes. Une expérience cruciale vient de faire éclater leurs tromperies.

Il est tout d'abord nécessaire de comprendre que dans le domaine des actions humaines intentionnelles et des relations aucune expérimentation n'a jamais été faite. La méthode expérimentale à laquelle les sciences naturelles doivent tous leurs accomplissements ne peut pas être appliquée aux sciences sociales. Les sciences naturelles sont à même d'observer dans l'expérience du laboratoire les conséquences du changement isolé dans un élément seulement, alors que les autres éléments restent inchangés. Leurs observations expérimentales se rapportent en dernier lieu à certains éléments que les sens ont observés dans l'isolation. Les sciences naturelles appellent faits les relations causales qui se dégagent de telles expériences.

Leurs théories et leurs hypothèses doivent concorder avec ces faits.

Mais les expériences auxquelles les sciences sociales ont affaire sont essentiellement différentes. Ce sont des expériences historiques. Ce sont des expériences de phénomènes complexes, des effets concertés amenés par la coopération d'une multiplicité d'éléments. Les sciences sociales ne sont jamais à même de contrôler les conditions des changements et de les isoler les unes des autres de la même façon que le font les expérimentateurs dans l'arrangement de leurs expériences. Ils n'ont jamais l'avantage d'observer les conséquences d'un changement dans un élément seulement, les autres conditions demeurant égales. Ils ne sont jamais en face de faits dans le sens que les sciences naturelles donnent à ce terme. Chaque fait, chaque expérience dont les sciences sociales doivent s'occuper, permet diverses interprétations. Des faits historiques et des expériences historiques ne peuvent jamais prouver ou réfuter une assertion de la même façon qu'une expérience prouve ou réfute une hypothèse.

Les expériences historiques ne se commentent jamais elles-mêmes. Elles doivent être interprétées du point de vue de théories construites sans l'aide d'observations expérimentales. Il n'est pas nécessaire d'entrer dans une analyse épistémologique des problèmes logiques et philosophiques impliqués. Qu'il suffise de mentionner le fait que personne — ni théoricien, ni praticien — ne procède jamais autrement en s'occupant d'expériences historiques.

Toute discussion relative à l'importance et à la signification des faits historiques se ramène très vite à une discussion de principes abstraits généraux qui sont les antécédents logiques des faits à élucider et à interpréter. Se référer à des expériences historiques ne permet jamais de résoudre un problème ou de répondre à une question. Les mêmes événements historiques et les mêmes données statistiques sont revendiqués comme des confirmations de théories contradictoires.

Si l'histoire pouvait nous prouver et nous enseigner quelque chose, ce serait que la propriété privée des moyens de production constitue une condition nécessaire de la civilisation et du bien-être matériel. Seules les nations qui ont approuvé les principes de la propriété privée se sont élevées au-dessus de la pauvreté et ont produit la science, les arts et la littérature. Il n'y a pas d'expérience susceptible de montrer qu'un autre système social pourrait doter l'humanité de la moindre réalisation caractérisant la civilisation. Néanmoins, rares sont les gens qui considèrent ce fait comme une réfutation suffisante et incontestable du programme socialiste.

Il y a, au contraire, même des gens qui avancent leurs arguments dans la direction contraire. Ils affirment fréquemment que c'en est fait du système de la propriété privée, parce que c'était le système que les hommes appliquaient dans le passé. Quelque salubre qu'un système social puisse avoir été dans le passé, disent-ils, il ne peut pas l'être également dans l'avenir ; une ère nouvelle requiert une nouvelle forme d'organisation sociale. L'humanité

a atteint le sommet de la maturité, il serait pernicieux pour elle de se cramponner aux principes auxquels elle eut recours dans les premières étapes de son évolution. Cela constitue sans nul doute l'abandon le plus radical de l'épistémologie expérimentaliste. La méthode expérimentale peut affirmer que, puisque dans le passé, *a* produisit le résultat *b*, il le produira également dans l'avenir. Elle ne devra jamais prétendre que puisque dans le passé *a* produisit le résultat *b*, il est prouvé qu'il ne peut plus le produire plus longtemps.

En dépit du fait que l'humanité n'a pas eu d'expériences avec le mode de production socialiste, les auteurs socialistes ont construit divers plans de systèmes socialistes se basant sur des raisonnements à priori. Mais aussitôt que quelqu'un ose analyser et examiner minutieusement ces plans pour voir s'ils peuvent être réalisés et s'ils peuvent favoriser le bien-être des hommes, les socialistes font de véhémentes objections. D'après eux, ces analyses ne sont que des spéculations oiseuses et à priori. Elles ne peuvent réfuter, disent-ils, l'exactitude de nos exposés et l'opportunité de nos plans. Elles ne sont pas expérimentales. Il faut essayer le socialisme et puis les résultats parleront pour eux-mêmes.

Ce que ces socialistes demandent c'est absurde. Leur idée, si on la développe jusqu'à ses dernières conséquences logiques, implique que les hommes ne sont pas libres de réfuter par le raisonnement un plan quelconque, qu'un réformateur se plaît à suggérer, quelque absurde, impraticable et contradictoire que soit ce plan en lui-même. D'après eux,

la seule méthode qui soit permise pour réfuter un tel plan — nécessairement abstrait et à priori — consiste à le mettre à l'épreuve en réorganisant la société entière d'après ses esquisses. Du moment qu'un homme esquisse le plan pour un meilleur ordre social, toutes les nations sont tenues de l'essayer et de voir ce qui en résultera.

Même les socialistes les plus têtus ne peuvent s'empêcher d'admettre qu'il y a divers plans pour la construction du futur état utopique, plans incompatibles les uns avec les autres. Il y a le système soviétique comportant une socialisation de toutes les entreprises et leur direction bureaucratique totale ; il y a ensuite le système allemand de la *Zwangswirtschaft* vers l'adoption complète duquel les pays anglo-saxons se dirigent manifestement ; il y a le « guild socialism », qui sous le nom de corporatisme est toujours très en vogue dans quelques pays catholiques. Il y a beaucoup d'autres variétés. Les adeptes de la plupart de ces projets, entrant en compétition les uns avec les autres, affirment que les résultats salutaires qu'on peut espérer de leur propre projet, ne feront leur apparition que lorsque toutes les nations l'auront adopté ; ils nient que le socialisme, tant qu'il n'existe que dans un seul pays, puisse déjà apporter les bienfaits qu'ils attribuent à ce système. Les marxistes déclarent que la félicité du socialisme n'apparaîtra qu'en sa « phase supérieure » qui, comme ils insinuent, viendra seulement lorsque la classe ouvrière aura passé « par de longues luttes, par une grande série d'événements historiques qui transformeront à la fois les

circonstances et les hommes »¹. De tout cela il faut conclure que le socialisme doit être et qu'on doit attendre patiemment pendant un temps très long jusqu'à ce que ses bienfaits promis se présentent. Aucune expérience désagréable durant la période de transition, peu importe la durée de cette période, ne pourra réfuter l'affirmation que le socialisme est la meilleure forme imaginable d'organisation sociale. Quiconque le croira, sera sauvé.

Mais lequel des différents plans socialistes, dont l'un discrédite l'autre, doit-on adopter ? Toute secte socialiste proclame passionnément que sa propre marque garantit seul le vrai socialisme et que toutes les autres sectes préconisent un produit contrefait et des mesures tout à fait pernicieuses. Les différentes factions socialistes, en se combattant, recourent aux mêmes méthodes de raisonnements abstraits, qu'elles stigmatisent comme vains à priori toutes les fois que ces méthodes sont appliquées contre leurs propres exposés et contre l'opportunité et la mise en exécution de leurs propres plans. Il n'y a, bien entendu, pas d'autre méthode possible. Les fausses conclusions contenues dans un système de raisonnements abstraits — tel que le socialisme — ne peuvent être détruites que par des raisonnements abstraits.

L'objection fondamentale qu'on avance généralement pour montrer que le socialisme n'est pas

¹ Cf. Marx, *Der Bürgerkrieg in Frankreich*, éd. par Pfemfert (Berlin, 1919), p. 54.

réalisable, se rapporte à l'impossibilité du calcul économique. On a démontré d'une manière irréfutable qu'une communauté socialiste ne pourrait appliquer le calcul économique. Là où il n'y a pas de prix de marché pour les facteurs de production, car ceux-ci ne sont ni achetés ni vendus, il est impossible de recourir à des calculs pour faire des plans d'actions futures et pour déterminer les résultats d'actions passées. Une direction de production socialiste ne pourrait pas savoir si ses projets ou ses actes sont le moyen le plus approprié pour atteindre les buts recherchés. Elle opérera dans l'obscur. Elle gaspillera les rares facteurs de production d'ordre matériel et humain (le travail). Le chaos et la pauvreté pour tous en résulteront inévitablement.

Tous les socialistes des générations d'avant-guerre eurent l'esprit trop étroit pour voir ce point essentiel. Beaucoup d'économistes, de même, ne purent saisir son importance. Lorsqu'en 1920, l'auteur de ce livre montra, d'une manière irréfutable, l'impossibilité du calcul économique pour une communauté socialiste, les défenseurs du socialisme se mirent à rechercher une méthode de calcul applicable à un système socialiste. Ils échouèrent entièrement dans cette entreprise. On pouvait démontrer aisément la futilité des projets qu'ils établissaient. Ceux des communistes qui n'étaient pas complètement intimidés par la crainte des exécutés soviétiques, tel par exemple Trotsky, admirent librement que la « comptabilité économique » ne peut pas être imaginée sans les relations du

marché¹. On ne peut cacher plus longtemps la faillite intellectuelle des doctrines socialistes. En dépit de sa popularité sans précédent, c'en est fait du socialisme. Aucun économiste ne peut plus longtemps mettre en doute son impraticabilité. Admettre les idées socialistes est de nos jours une preuve d'ignorance complète des problèmes économiques fondamentaux. Les prétentions socialistes sont aussi vaines que celles des astrologues et des magiciens.

En ce qui concerne le problème essentiel du socialisme, c'est-à-dire le calcul économique, « l'expérience » russe n'est d'aucune utilité. Les soviets opèrent dans un monde dont la plus grande partie se cramponne toujours à une économie du marché. Ils basent les calculs, d'après lesquels ils prennent leurs décisions, sur les prix établis à l'étranger. Sans l'aide de ces prix, leurs actions seraient sans but et sans plan. Seulement pour autant qu'ils se rapportent au système de prix étranger, ils sont à même de calculer, de tenir des livres et de préparer leurs plans. À cet égard, on peut se rallier à l'opinion de différents auteurs socialistes et communistes, que le socialisme qui n'existe que dans un ou quelques pays, n'est pas encore le vrai socialisme. Ces auteurs attachent naturellement une signification toute différente à leur affirmation. Ils veulent dire que tous les bienfaits du socialisme ne peuvent être obtenus que dans une communauté socialiste em-

¹ Cf. Hayek, *The Use of Knowledge in Society* (*The American Economic Review*, 1945, vol. XXXV, pp. 528-530).

brassant le monde entier. Ceux qui sont au courant des enseignements de l'économie politique doivent, au contraire, reconnaître que le socialisme conduira au chaos complet, une fois qu'il sera appliqué dans la plus grande partie du monde.

La seconde objection qui est soulevée contre le socialisme est qu'il constitue un mode de production moins efficace que le capitalisme et qu'il fera décliner la productivité du travail. Par conséquent, dans une communauté socialiste, le niveau de vie des masses sera bas par rapport aux conditions qui existent sous le capitalisme. Il ne fait pas de doute que cette objection n'a pas été réfutée par l'expérience soviétique. Le seul fait certain pour ce qui est des affaires russes sous le régime des soviets, et au sujet duquel tous sont d'accord, est que le niveau de vie des masses russes est beaucoup plus bas que celui des masses du pays qui, universellement, est considérée comme le parangon du capitalisme : les États-Unis d'Amérique. Si nous devons considérer le régime soviétique comme une expérimentation, nous devrions admettre que l'expérimentation a prouvé clairement la supériorité du capitalisme et l'infériorité du socialisme.

Certes, les défenseurs du socialisme s'acharnent à interpréter le bas niveau de vie en Russie d'une manière différente. Comme ils voient les choses, ce niveau de vie n'est pas dû au socialisme, mais il a été amené — en dépit du socialisme — par d'autres interventions. Ils citent différents facteurs, par exemple la pauvreté de la Russie sous les czars, les effets désastreux de la guerre, l'hostilité ouverte des

démocraties capitalistes, les sabotages manifestes des restes de l'aristocratie et de la bourgeoisie russes et des koulaks. Inutile d'examiner ces points. Car nous ne prétendons pas que n'importe quelle expérience historique pourrait prouver ou réfuter un exposé théorique de la même manière qu'une expérience décisive peut vérifier ou falsifier un exposé concernant des événements naturels. Ce ne sont pas les critiques du socialisme, mais ses défenseurs fanatiques qui s'obstinent à prétendre que « l'expérimentation » des soviets prouve quelque chose quant aux effets du socialisme. En réalité, cependant, ils ne font rien d'autre que de rejeter, par des stratagèmes défendus et des syllogismes fallacieux, les faits manifestes et incontestés de l'expérience russe. Ils récusent les faits évidents en niant dans leurs commentaires qu'ils aient un rapport avec la question à laquelle il faut répondre ou bien qu'ils aient une signification pour elle.

Admettons, pour la cause de l'argumentation, que leur interprétation soit exacte. Mais il serait toujours absurde d'affirmer alors que l'expérience soviétique a démontré la supériorité du socialisme. On pourra dire tout au plus qu'en dépit du bas niveau de vie des masses russes, ce fait ne pourra pas démontrer avec évidence que le socialisme est inférieur au capitalisme.

Une comparaison avec les expérimentations dans le domaine des sciences naturelles pourra éclairer la question litigieuse. Un biologiste désire mettre à l'épreuve un nouvel aliment. Il en donne à un nombre de cobayes. Ils perdent du poids et

meurent finalement. L'expérimentateur croit que leur déclin et leur mort n'ont pas été causés par cet aliment, mais plutôt par une affection accidentelle de pneumonie. Il serait cependant absurde de sa part de vouloir proclamer que son expérience a prouvé la valeur nutritive du composé, parce que le résultat défavorable est dû à des événements accidentels qui ne sont pas en rapport causal avec l'expérience même. Il pourrait dire tout au plus que le résultat de l'expérience n'a pas été concluant, mais qu'il ne prouve rien contre la valeur nutritive de l'aliment analysé. Il pourrait prétendre que les choses sont encore comme si aucune expérience n'avait été faite.

Même si le niveau de vie des masses russes était beaucoup plus élevé que celui des pays capitalistes, cela ne constituerait pas une preuve concluante de la supériorité du socialisme. On peut admettre que le fait incontesté que le niveau de vie de la Russie est plus bas que celui de l'occident capitaliste ne prouve pas d'une manière concluante l'infériorité du socialisme. Mais il est idiot d'annoncer que l'expérience de la Russie a démontré la supériorité du contrôle public de la production.

Le fait que les armées russes, après plusieurs défaites, ont finalement — grâce aux armements fabriqués par les grandes entreprises américaines et offerts gratuitement par les contribuables américains — pu aider les Américains à conquérir l'Allemagne, ne prouve pas non plus la prééminence du communisme. Lorsque les forces britanniques eurent à souffrir des revers temporaires en

Afrique du Nord, le professeur Harold Laski, le défenseur le plus radical du socialisme, s'empressa d'annoncer l'échec final du capitalisme. Il ne fut pas assez conséquent pour interpréter la conquête de l'Ukraine par les Allemands comme l'échec final du communisme russe. De même ne retira-t-il pas sa condamnation du système britannique, lorsque son pays sortit comme vainqueur de la guerre. Si l'on considère les événements militaires comme la preuve de l'excellence d'un système social, il faut reconnaître que ces événements témoignent plutôt en faveur du système américain que du système russe.

Rien de ce qui s'est produit en Russie depuis 1917 ne contredit n'importe lequel des jugements que les critiques ont portés sur le socialisme et le communisme. Même si on base son jugement exclusivement sur les écrits de communistes et de sympathisants, on ne peut découvrir dans les conditions russes le moindre trait susceptible de parler en faveur du système social et politique des soviets. Toutes les améliorations d'ordre technique des dernières décades ont pris leur origine dans les pays capitalistes. Certes, les Russes ont essayé de copier certaines de ces innovations. Mais tous les peuples arriérés de l'Orient ont fait de même.

Quelques communistes s'efforcent de nous faire croire que l'oppression impitoyable de tous les dissidents et l'abolition radicale des libertés de pensée, de discours et de presse ne sont pas des traits inhérents au contrôle public de l'économie. D'après eux, ce ne sont que des phénomènes accidentels du

communisme, son cachet dans un pays qui — comme ce fut le cas en Russie — n'a jamais joui de la liberté de pensée et de conscience. Cependant, ces défenseurs du despotisme totalitaire sont fort en peine d'expliquer comment les droits de l'homme pourraient être sauvegardés sous un gouvernement omnipotent.

La liberté de pensée et de conscience n'est qu'une apparence dans un pays où les autorités sont libres d'exiler dans l'arctique ou dans le désert tous ceux qu'elles n'aiment pas et de leur assigner un dur labeur pour toute la vie. L'autocrate peut toujours essayer de justifier des actes aussi arbitraires en prétendant qu'ils sont motivés exclusivement par des considérations de salut public et d'opportunité économique. C'est lui tout seul qui est l'arbitre suprême et qui décide au sujet de toutes les affaires relatives à l'exécution du plan. La liberté de presse est illusoire dans un pays où le gouvernement est propriétaire et directeur de toutes les fabriques de papier, des imprimeries et des maisons d'édition et où il détermine en dernière instance ce qui doit être imprimé et ce qui ne doit pas l'être. Le droit de réunion est illusoire, si le gouvernement possède tous les locaux de réunion et s'il décrète à quelles fins ils doivent servir. Il en est de même de toutes les autres libertés. Dans un de ses moments de lucidité, Trotsky — bien entendu Trotsky, l'exilé chassé, pas le commandant impitoyable de l'armée rouge — a vu les choses en réaliste et déclarait : « Faire de l'opposition dans un pays où l'État est le seul employeur, revient à mourir lentement de

faim. Le vieux principe : celui qui ne travaille pas, ne mangera pas, a été remplacé par un nouveau principe : celui qui n'obéit pas, ne mangera pas »¹. Cet aveu tranche la question.

L'expérience russe révèle un niveau de vie très bas pour les masses et un despotisme dictatorial illimité. Les défenseurs du communisme s'acharnent à expliquer ces faits incontestés comme purement accidentels ; ils disent que ces faits ne sont pas le fruit du communisme, mais qu'ils ont surgi en dépit du communisme. Mais même si l'on voulait accepter ces excuses, il serait insensé de prétendre que « l'expérience » soviétique a démontré quoi que ce soit *en faveur* du communisme et du socialisme.

¹ Cité par Hayek, *La Route de la Servitude* (1944), Chap. IX.

LA PRÉTENDUE INÉVITABILITÉ
DU SOCIALISME

Beaucoup de gens croient que l'avènement du totalitarisme est inévitable. « L'évolution future », disent-ils, « conduit l'humanité inexorablement vers un système dans lequel toutes les affaires des hommes seront dirigées par des dictateurs omnipotents. Rien ne sert de s'opposer aux décrets impénétrables de l'histoire ».

En vérité, la plupart des gens n'ont pas l'aptitude intellectuelle et le courage nécessaire pour résister à un mouvement populaire, quelque pernicieux et irréfléchi qu'il soit. Bismarck déplora une fois le manque de ce qu'il appela le courage civil de ses concitoyens, c'est-à-dire leur bravoure à l'égard des affaires civiques. Mais les citoyens d'autres nations, lorsqu'ils étaient en face de la menace d'une dictature communiste, ne firent pas preuve de plus de courage et de jugement. Ils cédèrent en silence ou formulèrent timidement quelques objections insignifiantes.

On ne combat pas le socialisme en critiquant seulement quelques traits accidentels de ses plans. On ne le réfute pas en attaquant ses idées sur le divorce ou le contrôle des naissances, ou ses vues sur l'art et sur la littérature. Il ne suffit point de désapprouver les affirmations marxistes d'après lesquelles la théorie de la relativité ou la philosophie

de Bergson ou la psychanalyse ne sont que des absurdités « bourgeoises ». Ceux qui ne trouvent à redire au bolchevisme et au socialisme qu'à cause des penchants anti-chrétiens de ces deux doctrines, approuvent implicitement le reste de ces plans cruels.

D'autre part, il est stupide de louer les régimes totalitaires à cause de prétendus succès qui n'ont pas le moindre rapport avec leurs principes politiques et économiques. Il est douteux que les observations selon lesquelles dans l'Italie fasciste les trains étaient à l'heure et les punaises dans les hôtels de deuxième classe se faisaient plus rares, fussent exactes ou non ; mais c'est en tout cas de peu d'importance pour le problème du fascisme. Les sympathisants communistes sont ravis des films, de la musique et du caviar russes. Mais il y eut de plus grands musiciens dans d'autres pays et sous d'autres systèmes sociaux ; de bons films furent réalisés également par d'autres pays et, ce n'est pas le mérite du généralissime Staline si le caviar est d'un goût exquis. De même, le charme des danseuses de ballet russes ou la construction d'une grande centrale électrique sur le Dniepr ne compensent pas l'extermination en masses des koulaks.

Les lecteurs de journaux illustrés et les habitués de cinémas désirent ardemment du pittoresque. Les parades théâtrales des fascistes et des nazis ainsi que les parades des bataillons de femmes de l'armée rouge sont à leur goût. Il est plus amusant d'écouter à la T.S.F. les discours d'un dictateur que

d'étudier un traité d'économie politique. Les entrepreneurs et les technologues qui préparent le chemin au progrès et aux améliorations économiques, travaillent en solitude ; leur travail n'est pas fait pour être montré sur la scène. Mais les dictateurs qui s'obstinent à semer la mort et la destruction, attirent les regards du public. Vêtus de costumes militaires, ils éclipsent, dans les yeux des spectateurs de cinéma, les bourgeois dans leurs vêtements simples et sans couleur.

Les problèmes de l'organisation économique de la société ne conviennent pas aux causeries légères des réunions mondaines. De même, ils ne peuvent être traités adéquatement par des démagogues haranguant les masses. Ces problèmes sont des choses sérieuses et on ne peut pas les traiter à la légère. Ils exigent des études laborieuses.

La propagande socialiste n'a jamais rencontré d'opposition décidée. La critique dévastatrice par laquelle les économistes ont montré la futilité et l'impraticabilité des plans et de doctrines socialistes, ne parvenait pas jusqu'aux hommes qui forment l'opinion publique. Les universités étaient pour la plupart dominées par des pédants socialistes ou interventionnistes, non seulement en Europe continentale, où les universités étaient la propriété de l'État et dirigées par lui, mais même dans les pays anglo-saxons. Les hommes politiques et les hommes d'État, anxieux de perdre leur popularité, étaient tièdes dans leur défense de la liberté. La politique d'apaisement, tant critiquée lorsqu'elle fut appliquée aux nazis et aux fascistes, fut pra-

tiquée universellement et pendant des décades à l'égard de toutes les variétés de socialisme. C'est à cause de ce défaitisme que la jeune génération croyait que la victoire du socialisme était inévitable.

Il n'est pas vrai que les masses demandent avec véhémence l'introduction du socialisme et qu'il n'y ait pas de moyen de leur résister. Les masses soutiennent le socialisme, parce qu'elles se fient à la propagande socialiste des intellectuels. Ce sont les intellectuels, et non la populace, qui forment l'opinion publique. C'est une mauvaise excuse des intellectuels que de déclarer qu'ils doivent céder aux masses. Ils ont eux-mêmes engendré les idées socialistes et les ont enseignées aux masses. Aucun prolétaire ou fils de prolétaire n'a contribué à l'élaboration des programmes interventionnistes et socialistes. Les auteurs furent tous d'origine bourgeoise. Les écrits ésotériques du matérialisme dialectique, de Hegel, le père à la fois du marxisme et du nationalisme agressif allemand, les livres de George Sand, de Gentile et de Spengler ne furent pas lus par l'homme moyen ; ils n'influencèrent pas directement les masses. Ce furent les intellectuels qui les rendirent populaires.

Les chefs intellectuels des peuples ont produit et propagé les sophismes qui sont sur le point de détruire la liberté et la civilisation de l'occident. Les intellectuels seuls sont responsables des exterminations en masse qui constituent le trait caractéristique de notre siècle. Eux seuls peuvent changer

la marche des événements et construire le chemin pour une résurrection de la liberté.

Ce ne sont pas des « forces productives matérielles », mais la raison et les idées qui déterminent le cours des affaires de l'humanité. Ce qu'il faut pour arrêter ce penchant pour le socialisme et le despotisme, c'est le bon sens et le courage moral.

TABLE DES MATIÈRES

Préface, par Leonardo de Vio	5
LE CHAOS DU PLANISME (1956)	
Remarques d'introduction	9
1. L'interventionnisme est voué à l'échec	13
2. Le caractère dictatorial antidémocratique et socialiste de l'interventionnisme	25
3. Socialisme et communisme	45
4. L'agressivité de la Russie	65
5. L'hérésie de Trotsky	79
6. La libération des démons	89
7. Le fascisme	103
8. Le nazisme (National-Socialisme)	111
9. Les enseignements de l'expérience soviétique	119
10. La prétendue inévitabilité du socialisme	133

